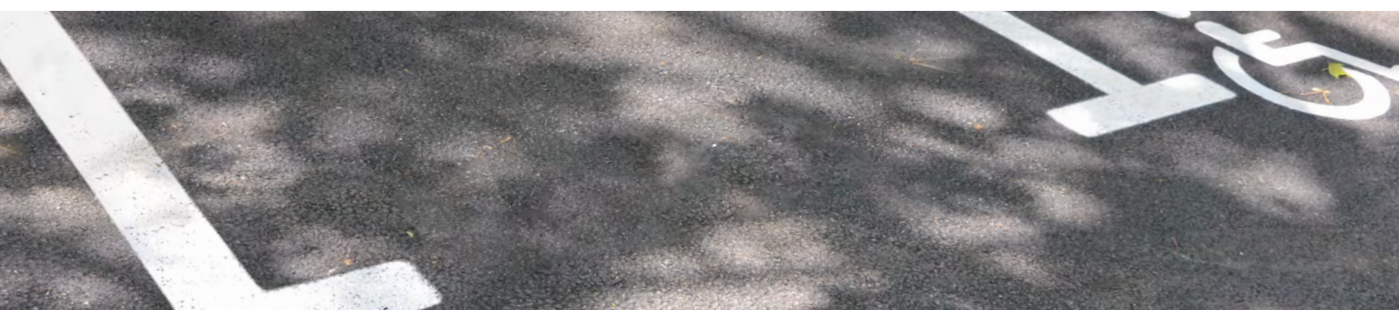
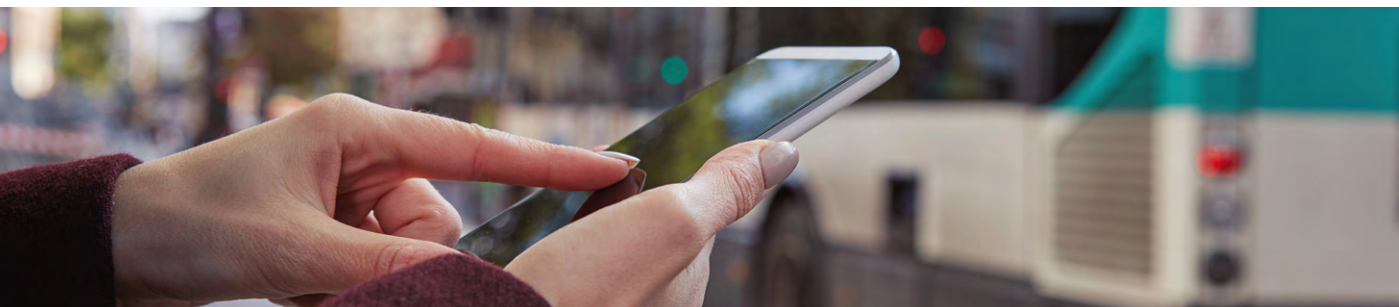


Rapport d'activité 2020



L'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) est un établissement public créé en 2011 sous la tutelle du ministère de l'Intérieur.

L'Agence a pour principale mission le traitement automatisé des infractions faisant l'objet d'une procédure d'amende forfaitaire, qu'il s'agisse des infractions relevées par l'intermédiaire des équipements radars ou via un Procès-Verbal électronique (PVe).

Elle agit pour l'État et les collectivités locales en faveur d'une plus grande sécurité sur les routes, de la transformation de la procédure pénale et du traitement automatisé d'un nombre croissant d'infractions du quotidien.

Actrice de la transformation de l'action publique, l'Agence œuvre à l'amélioration constante de ses services, notamment par la simplification des démarches pour les usagers et l'administration.



Sommaire

Le mot du
Directeur

› page 2

Temps forts
2020

› page 4

L'ANTAI
en bref

› page 6

Annexe

› page 59

Glossaire

› page 60

Une Agence
fortement
mobilisée
et **sollicitée**
en temps
de crise

› page 8

Poursuivre
les **grands**
chantiers de
transformation
numérique et
d'innovation

› page 34

Accompagner le
développement
de l'Agence

› page 46

Le mot du Directeur





est évidemment dans un contexte particulier que j'introduis ce rapport d'activité 2020 dont la publication intervient alors que la crise sanitaire de la Covid-19, inédite par son ampleur et ses manifestations, continue, en ces premiers mois de l'année 2021, d'être au cœur des préoccupations.

2020 a été une année hors-norme pour chacun d'entre nous comme pour l'ANTAI. Pour la première fois dans l'histoire de l'Agence, le choix a été fait de mettre en œuvre un dispositif exceptionnel destiné à prioriser le soutien aux forces de l'ordre et la verbalisation sur le terrain *via* le Procès-Verbal électronique (PVe) des nouvelles infractions liées au non-respect des mesures de confinement, face à l'urgence sanitaire et la nécessaire pédagogie qu'elle imposait à tous.

Malgré le contexte global de l'année 2020, l'Agence a non seulement su garantir la continuité de ses missions de service public, dans des conditions et avec une qualité de traitement que je tiens à saluer, mais aussi s'attacher à traiter de nouveaux produits et à mettre en chantier de nouveaux projets, très attendus par les pouvoirs publics. Je reste convaincu que cette très belle réussite collective est le fruit du savoir-faire et de l'engagement de chacun des agents de l'ANTAI et de sa communauté de travail, et je tenais ainsi à leur rendre hommage.

Pour l'année 2021, tout en restant pleinement mobilisée face à la persistance de la crise sanitaire, l'ANTAI devra poursuivre la modernisation et la sécurisation de ses chaînes de production afin de lui permettre de répondre de manière efficace et réactive aux nouveaux besoins de l'État et des collectivités publiques.

À ce titre, après le succès de l'Amende Forfaitaire Délictuelle (AFD) sur l'usage illicite de stupéfiants, l'Agence aura notamment pour tâche de poursuivre la forfaitisation des délits en l'étendant à de nouveaux champs, et en premier lieu, aux délits d'occupation illicite des halls d'immeuble et d'installation illégale sur le terrain d'autrui. Une attention particulière sera également portée sur les conséquences de la Loi d'Orientation des Mobilités avec la préparation de dispositifs de Contrôle Automatisé pour les Zones à Faibles Émissions, les voies réservées notamment au covoiturage, le pesage en marche des poids lourds et une expérimentation des radars sonores, en partenariat avec le ministère en charge des Transports.

Parallèlement, et plus encore avec la structuration de la récente Direction de l'Innovation et des Nouveaux Projets au sein de l'Agence, l'innovation sera au cœur de l'enrichissement de l'offre de services fournie par l'ANTAI et constituera le fil rouge de son activité à venir.

Alors que l'Agence passera le cap de ses dix ans d'existence en 2021, je ne peux que constater, et me réjouir, que son professionnalisme et son savoir-faire soient pleinement reconnus : j'en ai pour preuve l'intérêt croissant porté à nos domaines d'expertise par un vivier de partenaires interministériels mais aussi par les collectivités locales et certaines fédérations professionnelles, et notre réactivité que la gestion de la crise sanitaire a nettement démontrée.

Quelles que soient ses incertitudes, 2021 sera ainsi au moins aussi riche en projets fédérateurs et mobilisateurs pour tous les agents de l'ANTAI et ses partenaires que ne l'a été l'année passée. De nouveau, nous saurons, j'en suis sûr, relever les défis qui s'offrent à nous et continuer à faire de l'Agence un acteur incontournable de la transformation de l'action publique.

Laurent Fiscus, Préfet directeur de l'ANTAI

Temps forts 2020

Mars

10 mars

Lancement des groupes de travail interservices sur la mise en œuvre de la Loi d'Orientation des Mobilités

16 mars

Entrée en vigueur de la décision du Président de la République d'un confinement généralisé face à l'épidémie de Covid-19

16 mars

Sanctuarisation de l'activité du Centre National de Traitement (CNT) de Rennes pour prioriser le traitement des infractions liées à la crise sanitaire

21 mars

Mise en production des trois premières contraventions sur PVe relatives à la crise sanitaire (déplacement interdit hors du domicile, déplacement sans attestation conforme, violation d'une mesure préfectorale restrictive de déplacement)

30 mars

Intégration sur PVe de 12 nouvelles infractions créées par la loi d'urgence sanitaire

Avril

26 avril

Mise en production, pour la première fois dans le système pénal français, d'une contravention forfaitisée de 5^e classe réprimant la réitération dans les 15 jours de la violation des mesures édictées en cas de menace sanitaire grave ou de déclaration de l'état d'urgence sanitaire

Mai

10 mai

1,2 million d'infractions relatives à la Covid-19 relevées via PVe pendant le premier confinement (22 000 infractions par jour en moyenne)

11 mai

Première phase de déconfinement

18 mai

Mise en production de cinq nouvelles natures d'infraction sur PVe, créées avec le déconfinement dont le non-port du masque dans les transports publics

25 mai

Reprise des traitements sur la chaîne du Contrôle Automatisé et des Amendes Forfaitaires Délictuelles

Juin

16 juin

Lancement de l'expérimentation sur la forfaitisation de l'usage illicite de stupéfiants (AFD stupéfiants)

18 juin

Approbation en Conseil d'administration du nouveau Contrat d'Objectifs et de Performance 2020-2023

Juillet

8 juillet

Reprise du traitement FPS

26 et 27 juillet

Déménagement des bureaux parisiens de l'Agence

Août

4 et 20 août

Intégration sur PVe de deux nouvelles infractions pour étendre l'obligation du port du masque aux lieux publics ouverts

Septembre

1^{er} septembre

Généralisation de l'AFD stupéfiants

17 septembre

Création de la plate-forme de valorisation de la donnée (DataLab)

24 septembre

Engagement des travaux relatifs à la forfaitisation pour occupations et installations illicites

Octobre

29 octobre

Mise à disposition des nouvelles conventions FPS 2021-2023

30 octobre

Mise en œuvre du deuxième confinement

30 octobre

Maintien de l'activité du CNT et de toutes les chaînes de traitement

Novembre

26 novembre

Approbation en Conseil d'administration du projet d'acquisition du CNT, site de production de l'Agence (ensemble immobilier de 10 000 m²)

Décembre

15 décembre

Fin du deuxième confinement remplacé par un couvre-feu

16 décembre

Signature de la promesse d'achat du Centre National de Traitement à Rennes



L'ANTAI en bref

Notre mission :
l'expertise
du traitement
automatisé
des infractions

Agir pour les politiques de sécurité

Depuis 2011, l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions pilote la chaîne contraventionnelle et plus récemment délictuelle dans le cadre de la politique de sécurité routière. Dans la période récente, le périmètre des infractions qu'elle traite a été étendu à d'autres infractions du domaine contraventionnel et délictuel et englobe désormais :

- les infractions relevées par l'intermédiaire d'un radar (vitesse, feux rouges) ou d'un Procès-Verbal électronique (PVe) ;
- la non-désignation des conducteurs de véhicules professionnels ;
- les amendes forfaitaires applicables : aux délits de conduite sans permis, à la conduite avec un permis non adapté à la catégorie du véhicule, à la circulation d'un véhicule sans assurance, ainsi qu'à l'usage de stupéfiants depuis le 1^{er} septembre 2020.

Dans le contexte de la crise sanitaire, l'Agence a été mobilisée pour apporter un soutien opérationnel aux forces de sécurité intérieure et permettre le respect des règles sanitaires.

Transformer l'action publique

Actrice de la simplification des démarches administratives et de la transformation numérique de l'État, l'ANTAI contribue à améliorer la qualité et l'efficacité de l'action publique en dématérialisant chacune des étapes de la chaîne de traitement des infractions. L'Agence conçoit ainsi des applications pour améliorer la qualité des services rendus à l'utilisateur et, parallèlement, simplifier le travail des partenaires impliqués dans le traitement de l'infraction ou de la contestation. Elle veille également à la sécurité juridique et informatique des procédures et des outils qu'elle développe. Enfin, l'ANTAI joue un rôle clé dans la production de services innovants, la fiabilisation des procédures administratives et la valorisation des données au service des différentes politiques publiques qu'elle accompagne.

Accompagner les collectivités

Partenaire des collectivités locales depuis sa création, l'ANTAI met au point des services adaptés à leurs besoins. Elle leur fournit notamment des outils de verbalisation et de traitement automatisé des données, en particulier depuis la décentralisation du stationnement payant.





Qui sommes-nous ?

- Un établissement public de l'État créé en 2011
- Sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, exercée par la Délégation à la Sécurité Routière (DSR)
- Une double localisation à Rennes et à Paris
- Un rôle de pilotage de projets interministériels
- Un acteur public de la transformation numérique de l'État

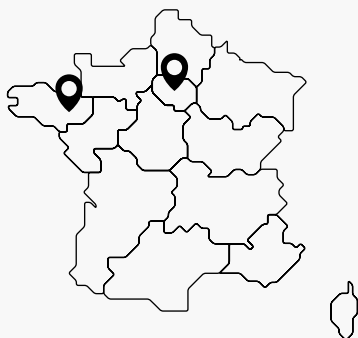
L'essentiel 2020

2 sites

Paris et Rennes

4 chaînes de traitement

(CA, PVe, FPS et AFD)



2/3

des démarches de contestation/désignation de conducteurs réalisées en ligne

3/4

des paiements dématérialisés



PRODUCTION

25,3 millions

d'Avis de Contravention initiaux envoyés (CA + PVe contraventionnel) dont 1,7 million d'Avis de Contravention relatifs à la crise sanitaire (PVe contraventionnel)

112 000

Amendes Forfaitaires Délictuelles envoyées (3 délits routiers et délits pour usage illicite de stupéfiants)

6,6 millions

d'avis de paiement initiaux envoyés (FPS)



RELATION USAGERS

39,6 millions de courriers envoyés

6,9 millions de courriers reçus

1,2 million d'appels traités

12,2 millions de visites sur notre site internet



PARTENAIRES

21

pays européens conventionnés au titre du CA (dont le Royaume-Uni avec qui les échanges ont été interrompus au 31 décembre 2020 suite au Brexit)

582

communes conventionnées FPS

4 210

communes utilisant le PVe





Une Agence fortement **mobilisée** et **sollicitée** en temps de crise

› page 10

**Une expertise solide
particulièrement mobilisée
au cours d'une année
singulière**

› page 10

Le Contrôle Automatisé : une chaîne
de traitement robuste dans un contexte
d'activité incertain

› page 17

Le PVe : un outil indispensable
pour les forces de sécurité intérieure
face à la crise sanitaire

› page 24

**Des champs
d'intervention en constante
diversification**

› page 24

La réforme du stationnement payant :
un premier bilan du partenariat
avec les collectivités locales après
trois ans de mise en œuvre

› page 27

La montée en charge de la forfaitisation
des délits

› page 31

La mise en œuvre des nouveaux
dispositifs de Contrôle Automatisé

Une expertise solide particulièrement mobilisée au cours d'une année singulière

Le Contrôle Automatisé : une chaîne de traitement robuste dans un contexte d'activité incertain

En raison de la crise sanitaire, l'année 2020 a été marquée par un recul du nombre d'infractions relevées par les dispositifs du Contrôle Automatisé. Dans le même temps, le renouvellement d'une partie du parc de radars par le Département du Contrôle Automatisé (DCA) de la Délégation de la Sécurité Routière (DSR) et la résorption des stocks dans les délais annoncés ont permis une nette amélioration des traitements.



Un parc de radars en partie renouvelé

Le Contrôle Automatisé repose sur l'exploitation d'un parc de radars multiformes, qui constituent un outil central de la politique de sécurité routière en France. La Délégation à la Sécurité Routière, tutelle de l'Agence, a la responsabilité des dispositifs de Contrôle Automatisé et en est le maître d'œuvre pour leur déploiement, entretien et renouvellement. Depuis le Centre National de Traitement de Rennes, l'ANTAI pilote l'ensemble de la chaîne contraventionnelle, de la gestion du Message d'Infraction (MIF) relevé par les radars à l'envoi de l'Avis de Contravention, puis à la facilitation des paiements et des contestations.

Les radars vandalisés en 2018 et 2019 peu à peu renouvelés

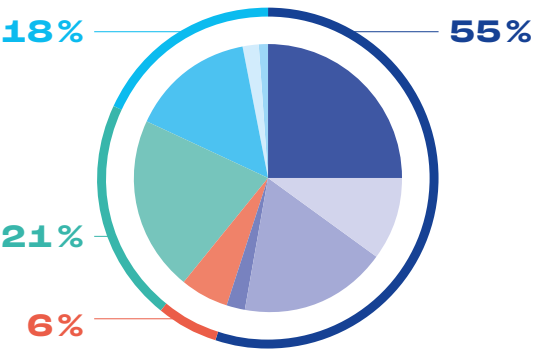
Le nombre total de radars déployés atteint 4 224 équipements au 1^{er} janvier 2021, en hausse de 8 % par rapport à l'année précédente, grâce au renouvellement et à la modernisation d'une grande partie des radars vandalisés en 2018 et 2019. La modernisation du parc des radars s'est poursuivie en 2020 avec notamment la progression du déploiement **des radars tourelles** (ETT), pour atteindre 794 ETT au 1^{er} janvier 2021. Ces nouveaux radars remplacent en priorité les radars du contrôle des vitesses vandalisés en 2018 et 2019, puis les radars initialement concernés par le plan de modernisation du parc des radars. Par ailleurs, d'autres radars, fixes ou chantiers, plus modernes et plus fiables, remplacent les radars sur les zones ne pouvant accueillir des radars tourelles.

En 2021, un nouveau modèle de radar permettant de contrôler les vitesses ou le franchissement de feux sera expérimenté dans les zones urbaines : l'Équipement de Terrain Urbain (ETU).

Un taux de disponibilité des équipements en hausse grâce au renouvellement progressif du parc de radars de contrôle des vitesses

Le taux de disponibilité indique le rapport entre le nombre d'équipements disponibles et le nombre total d'équipements en service. Il s'établit à 82,1 % pour l'ensemble des équipements du Contrôle Automatisé en 2020, en hausse de près de 8 points par rapport à 2019 grâce au renouvellement et à la modernisation d'une grande partie du parc vandalisé. Le taux de disponibilité s'est particulièrement amélioré pour les radars fixes, fortement impactés par le vandalisme, sans pour autant retrouver le niveau de 2018. En revanche, il est resté stable pour les radars de franchissement à environ 70 % (contre 84 % en 2018). Ce parc fera l'objet d'une modernisation en 2021. Le taux de disponibilité des équipements mobiles, quant à lui, reste stable, ces radars étant épargnés par les dégradations.

RÉPARTITION DU PARC DE RADARS DÉPLOYÉS AU 1^{er} JANVIER 2021



Radars fixes (dont tourelles)

- Classiques : 1 045 (25%)
- Discriminants : 428 (10%)
- Tourelles vitesse : 754 (18%)
- Vitesse moyenne : 99 (2%)



Radars mobiles

- Mobiles et embarqués : 905 (21%)



Radars franchissement (dont tourelles)

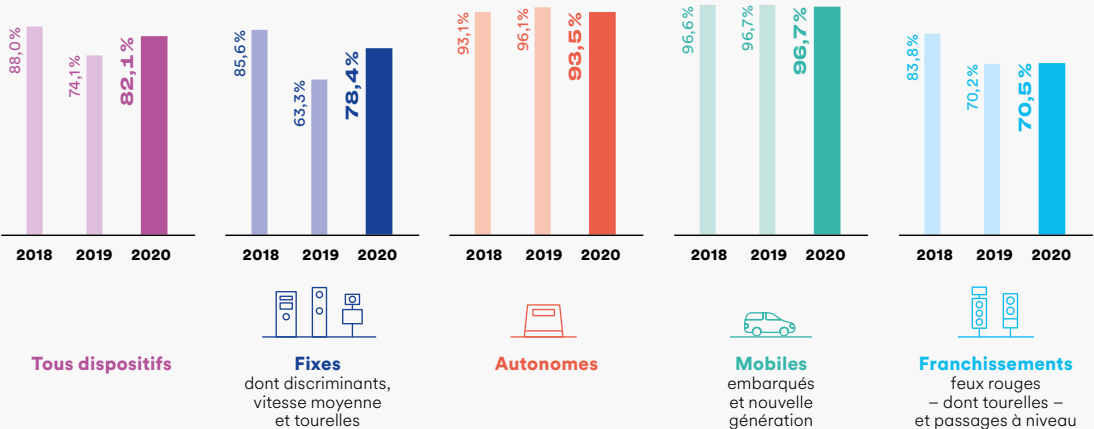
- Feux rouges : 628 (15%)
- Passages à niveau : 76 (2%)
- Tourelles feux rouges : 40 (1%)



Radars autonomes

- Autonomes : 249 (6%)

TAUX DE DISPONIBILITÉ DES ÉQUIPEMENTS



Les principaux chiffres du Contrôle Automatisé en 2020

Entre recul du nombre d'infractions et amélioration des traitements

En 2020, le nombre de Dossiers d'Infraction (DIF) enregistrés au titre du Contrôle Automatisé a reculé de 11 % par rapport à 2019, pour tomber à 18,5 millions. Ce recul est d'abord à mettre en relation avec la baisse importante du trafic routier pendant la période de mi-mars à mi-mai, résultant du décret de confinement total.

Le nombre d'infractions relevées par les radars a fortement chuté pendant le premier confinement, mais il a augmenté progressivement à partir de mai pour retrouver le niveau des deux années précédentes à compter du mois de juillet. Un léger recul est toutefois observé en fin d'année à la suite du durcissement des restrictions de déplacement. Si le nombre global d'infractions relevées par les radars de vitesse a reculé pendant le premier confinement, le nombre de très grands excès de vitesse (50 km/h et plus) a quant à lui progressé par rapport à 2019.

Contrairement au nombre de Dossiers d'Infraction, le nombre d'Avis de Contravention (ACO) initiaux envoyés au titre du Contrôle Automatisé a augmenté de 2 % par rapport à 2019, et atteint 12,9 millions en 2020. Cette amélioration s'explique principalement par le renouvellement et la modernisation des radars vandalisés en 2018 et 2019 qui ont permis de diminuer le nombre de photos noires qui empêchent l'identification du véhicule (3 % seulement sur l'ensemble de l'année 2020 contre 13 % sur l'ensemble de l'année 2019).



- 11 %

de Dossiers d'Infraction (DIF) enregistrés au titre du Contrôle Automatisé

+ 2 %

d'Avis de Contravention (ACO) initiaux envoyés par rapport à 2019



75,6 %

Le ratio ACO/DIF 2020 pour les immatriculations françaises* (65,1 % en 2019)

+ 4 pts

Le ratio ACO/DIF 2020 pour les plaques de pays étrangers partenaires**

Toujours plus de messages d'infraction transformés en Avis de Contravention en 2020

Le ratio ACO/DIF du Contrôle Automatisé des vitesses, mesurant l'efficacité de la chaîne de traitement des infractions et sa capacité à transformer les messages d'infraction reçus en Avis de Contravention, s'élève à 75,6 % sur l'année 2020 pour les immatriculations françaises. Il s'inscrit en forte hausse par rapport aux résultats de 2019 (65,1 %) et de 2018 (66,5 %) pour retrouver le niveau de 2017 (75,8 %). La réduction du nombre de photos noires à la suite du renouvellement du parc des radars dégradés en 2018 et 2019 contribue fortement à cette amélioration.

Le ratio ACO/DIF vitesse pour les plaques de pays étrangers partenaires, quant à lui, s'élève à 71,7 % sur l'année 2020, supérieur d'environ 4 points à celui des deux années précédentes.

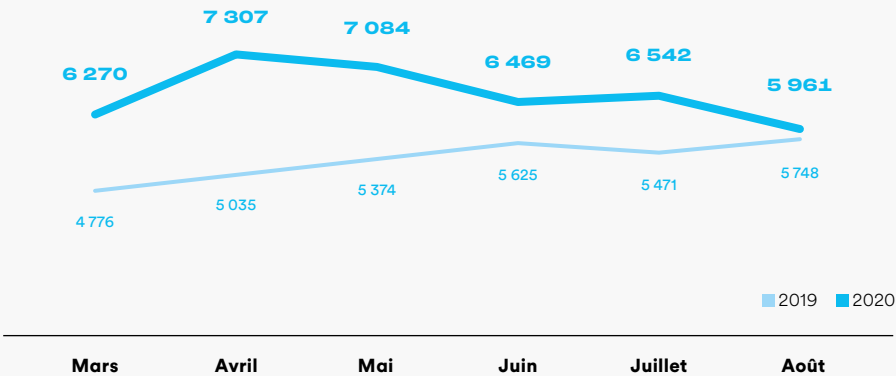
L'arrêt momentané des traitements pendant le premier confinement n'a pas eu d'incidence négative sur le ratio ACO/DIF annuel, la quasi-totalité du stock de dossiers du premier confinement ayant pu être traitée avant la fin de l'année 2020.

* Plaques françaises reconnues et plaques françaises estimées parmi les plaques non reconnues.

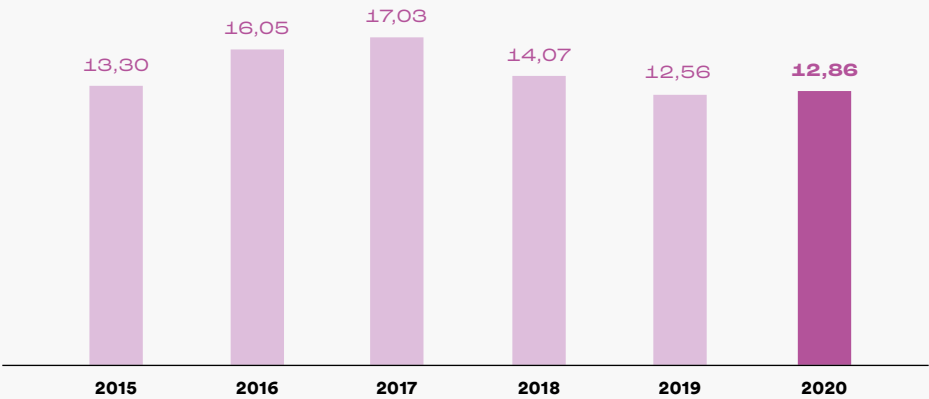
** Plaques étrangères de pays partenaires reconnues et plaques étrangères de pays partenaires estimées parmi les plaques non reconnues.

Indicateurs

NOMBRE D'EXCÈS DE VITESSE DE 50 KM/H ET PLUS RELEVÉS VIA CONTRÔLE AUTOMATISÉ (en date intégration au CNT)



ÉVOLUTION DU NOMBRE D'AVIS DE CONTRAVENTION INITIAUX ENVOYÉS AU TITRE DU CONTRÔLE AUTOMATISÉ (en millions)



Focus

Le bilan annuel de la coopération européenne

L'ANTAI joue un rôle important dans le développement des échanges entre pays européens en matière de lutte contre les infractions routières. La coopération transnationale permet de garantir une égalité de traitement entre automobilistes français et étrangers et de baisser de manière significative la mortalité routière en Europe. En 2020, l'élargissement du périmètre des partenariats noués avec des pays de l'Union européenne s'est poursuivi, dans un contexte marqué par le *Brexit*. À terme, l'objectif est de renforcer cette coopération pour permettre désormais une meilleure application des décisions judiciaires transnationales.

L'EXTENSION DES ÉCHANGES DE DONNÉES À DE NOUVEAUX PAYS PARTENAIRES

Comment fonctionnent les échanges d'informations ?

L'ANTAI réalise des échanges d'informations avec les pays de l'Union européenne dans le cadre de la directive 2015/413/UE facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière (directive dite CBE).

Un accord bilatéral existe également avec la Suisse sur le même schéma. Par ailleurs, des transmissions spontanées d'informations ont également lieu avec la principauté de Monaco dans le cadre de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, signée à Paris le 8 novembre 2005. Ce cadre juridique permet à l'ANTAI d'interroger les pays européens avec lesquels existe un accord d'échange afin d'identifier les auteurs d'infractions commises avec des véhicules étrangers. De même, les automobilistes français commettant une infraction dans un pays de l'Union sont susceptibles d'être poursuivis par les autorités de ces pays.

Cet échange d'informations est réalisé *via* le réseau EUCARIS (EUropean CAR Information System) qui désigne à la fois un système d'échange d'informations automatisé et l'organisation qui supporte le maintien en condition et le développement de ce système. Les échanges concernent pour l'essentiel les données des fichiers d'immatriculation (caractéristiques techniques, identité propriétaire ou utilisateur) et les permis de conduire.

Une année 2020 marquée par le *Brexit*

L'accord de retrait du Royaume-Uni, à la suite du vote du *Brexit*, a définitivement été adopté le 29 janvier 2020 par les instances européennes et prévoyait une période de transition allant jusqu'au 31 décembre 2020. Cette période de transition s'achevant sans nouvel accord entre l'Union européenne et le Royaume-Uni, la connexion EUCARIS avec le Royaume-Uni a été coupée au 31 décembre. En 2020, la France a par ailleurs signé une nouvelle convention d'échanges d'informations avec le Danemark. Ces échanges, qui s'inscrivent dans le cadre fixé par la directive européenne 2015/4131, vont permettre de poursuivre les ressortissants danois qui commettent des infractions routières relevées par radar sur le territoire français.



Réciproquement, les ressortissants français commettant des infractions routières relevées par radar sur les routes danoises pourront être poursuivis par les autorités de ce pays.

La France pratique désormais des échanges transfrontaliers d'informations avec au total 19 pays de l'Union européenne (la Belgique, l'Espagne, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie, l'Italie, le Grand-Duché du Luxembourg, l'Autriche, la Hongrie, la Slovaquie, la République tchèque, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, l'Irlande, la Suède, le Danemark et le Portugal). Parallèlement, elle échange également des informations de même nature avec la Suisse, sur la base d'un accord bilatéral spécifique.

Les Avis de Contravention que la France envoie à l'étranger grâce à ces échanges sont rédigés dans la langue du pays du contrevenant. La France met par ailleurs à disposition des contrevenants étrangers un centre d'appels – au sein duquel les téléconseillers répondent en 5 langues – ainsi qu'un site internet (www.antai.gouv.fr) accessible en 6 langues (français, anglais, allemand, italien, néerlandais, espagnol).

LE PROJET e-CODEX

Le projet européen e-CODEX a pour but de faciliter l'accès au droit et à la justice pour les citoyens et les entreprises concernés par des procédures transfrontalières, ainsi que d'améliorer l'interopérabilité entre les autorités judiciaires. Les sanctions pécuniaires figurent parmi les pilotes choisis par le projet, selon la procédure de recouvrement définie et la décision cadre du 24 février 2005. Ce texte permet de mettre en recouvrement dans le pays du contrevenant, selon la procédure en vigueur dans celui-ci, une amende devenue décision définitive en France.

Actuellement, une interface e-CODEX est opérationnelle entre la France et les Pays-Bas. Par le biais de cette interface, l'OMP du CNT transmet à son homologue néerlandais, le CJIB, des dossiers relatifs à des infractions commises par des conducteurs domiciliés aux Pays-Bas, aux fins de recouvrement.

La perspective est d'étendre l'expérimentation pour permettre la réception des dossiers confiés par les autorités néerlandaises aux autorités françaises aux fins de recouvrement, pour des infractions commises aux Pays-Bas par des conducteurs domiciliés en France, et à plus long terme permettre ces échanges avec d'autres pays.

Indicateurs

Les contraventions à l'échelle européenne

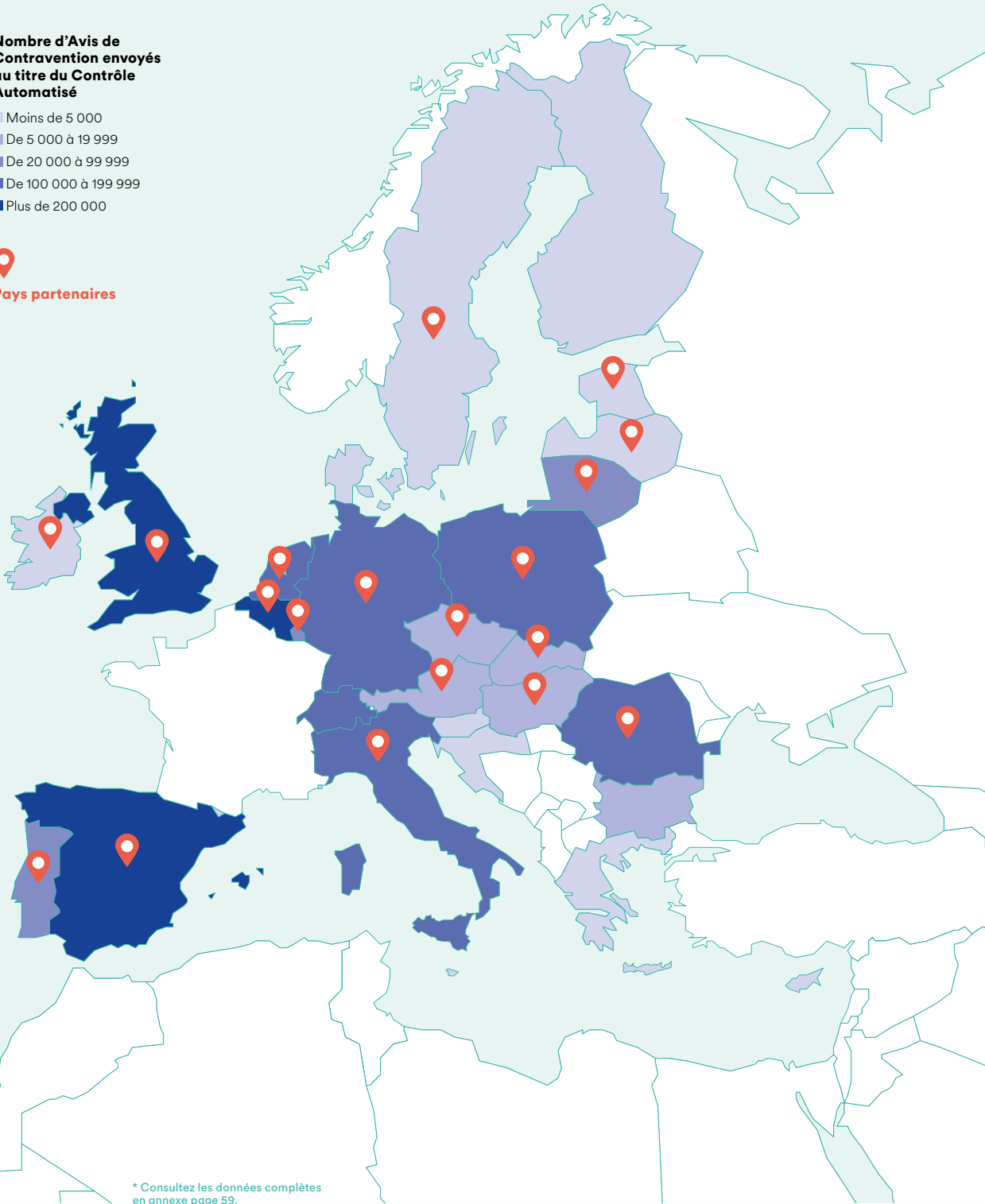
Bilan 2020*

Nombre d'Avis de
Contravention envoyés
au titre du Contrôle
Automatisé

- Moins de 5 000
- De 5 000 à 19 999
- De 20 000 à 99 999
- De 100 000 à 199 999
- Plus de 200 000



Pays partenaires



* Consultez les données complètes
en annexe page 59.

Le PVe : un outil indispensable pour les forces de sécurité intérieure face à la crise sanitaire

Dès le début de l'épidémie de Covid-19, l'activité de l'ANTAI a été prioritairement tournée vers la gestion de la crise sanitaire, afin d'offrir un appui opérationnel aux forces « verbalisatrices » sur le terrain. La crise sanitaire s'installant dans la durée, le soutien de l'ANTAI aux pouvoirs publics continue de mobiliser ses effectifs et ses partenaires. Au total, les développements engagés dans des délais très contraints démontrent l'importance de l'application PVe et de la chaîne de traitement associée parmi les outils dont disposent les pouvoirs publics pour faire respecter les règles de police.

Les principaux chiffres du PVe contraventionnel en 2020

La volumétrie des infractions presque similaire entre 2019 et 2020, avec de fortes variations selon les services verbalisateurs

Sur l'ensemble de l'année 2020, le nombre de Dossiers d'Infraction (DIF) issus du PVe (périmètre contraventionnel) a légèrement reculé par rapport à 2019 (- 4 %) et s'élève à 12,8 millions. Cependant, cette évolution varie fortement selon le service verbalisateur.

En effet, le nombre d'infractions relevées par les services de l'État a fortement augmenté (+17 %), en lien avec les nombreux contrôles du respect des mesures sanitaires, tandis que les collectivités et autres services (polices municipales, entreprises privées, transporteurs publics) ont relevé 18 % d'infractions en moins en 2020 par rapport à 2019.



Une évolution de la nature des infractions

Si la volumétrie des infractions est quasiment similaire entre 2019 et 2020, les natures d'infraction constatées diffèrent. Les infractions relatives au périmètre de la sécurité routière restent largement majoritaires au sein des verbalisations effectuées *via* PVe en 2020, mais leur part recule, passant de 98 % en 2018 et 2019 à un peu moins de 84 % en 2020.

On observe notamment une baisse de près d'un quart des infractions relatives aux arrêts et stationnements*, qui sont passées de 8,1 millions en 2019 à 6,2 millions en 2020, mais qui restent toutefois la principale catégorie d'infractions relevées *via* PVe.

* Hors stationnement payant dans l'espace public, qui n'est plus une infraction depuis janvier 2018 suite à la réforme de décentralisation du stationnement payant et à la mise en place d'une redevance appelée « Forfait de Post-Stationnement ».



À partir de la mi-mars 2020, le Gouvernement a mis en place des mesures inédites afin de lutter contre le virus de la Covid-19 (confinement, couvre-feu, port du masque, etc.), entraînant la création puis le traitement par l'ANTAI de nouvelles sanctions verbalisables *via* PVe. Aussi, les Natures d'Infractions relatives à la Covid-19 représentent près de 14 % des infractions constatées *via* PVe en 2020. Les autres natures relatives au périmètre non-routier (principalement les nuisances sonores et les dépôts d'ordures interdits) concernent près de 3 % des contraventions relevées *via* PVe en 2020, en légère hausse par rapport à 2018 et 2019.

Après une baisse des infractions relevées pendant le premier confinement en raison de la forte réduction du trafic routier suite au décret d'un confinement total, le volume d'infractions a augmenté progressivement pour dépasser légèrement le niveau des deux années précédentes sur le second semestre 2020.

De plus, la chaîne PVe a été sanctuarisée pendant le premier confinement, ce qui a permis d'envoyer les Avis de Contravention relatifs à la crise sanitaire en temps réel et ainsi limiter les stocks. Ainsi, pour les infractions relevées *via* PVe par les services de l'État, la part de Dossiers d'Infraction ayant donné lieu à l'envoi d'un Avis de Contravention est très



14 %

des infractions constatées *via* PVe en 2020 sont relatives à la Covid-19



5 jours

Lors du premier confinement, l'intégration des 15 nouvelles Natures d'Infractions a été réalisée en trois vagues avec des délais ramenés de cinq semaines à cinq jours calendaires

élevée en 2020, d'autant plus qu'il y a eu, au début de l'année 2020, un report important d'envois d'ACO datant de fin 2019. Sur l'ensemble des deux années 2019 et 2020, ce ratio ACO/DIF s'établit à 97,3 %.

La sanctuarisation de la chaîne du PVe contraventionnel face à la crise sanitaire

L'intégration éclair des nouvelles infractions relatives aux restrictions liées à la crise de la Covid-19

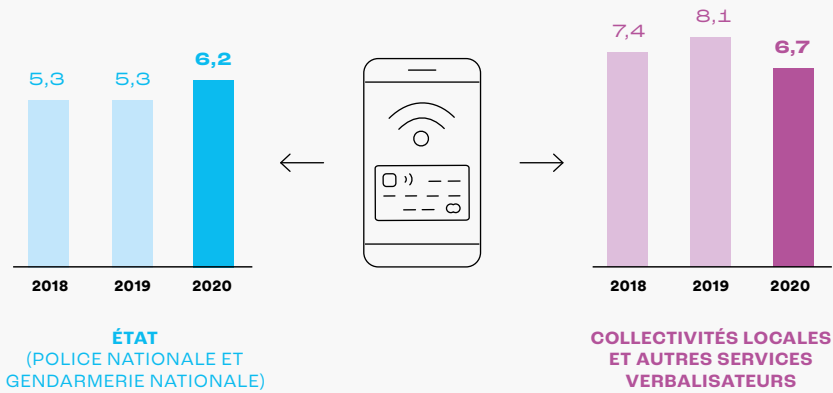
À l'occasion du premier confinement, les opérations de développement nécessaires à l'intégration d'une quinzaine de nouvelles Natures d'Infractions (prévues d'abord par le décret n° 2020-260 du 16 mars 2020 puis dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire avec la loi d'urgence du 23 mars 2020 et le décret du 28 mars 2020) ont été réalisées en trois vagues d'intégration avec des délais ramenés de cinq semaines à cinq jours calendaires à l'occasion du premier confinement en mars 2020.

Dès le 21 mars, les premières unités ont pu verbaliser les infractions relatives au non-respect des règles de confinement grâce à l'intégration dans les appareils de verbalisation électronique des nouvelles natures d'infraction. La généralisation à toutes les forces de sécurité intérieure sur l'ensemble du territoire a eu lieu dès le 23 mars. Dès le 27 mars, les premiers Avis de Contravention aux règles du confinement ont été notifiés par voie électronique.

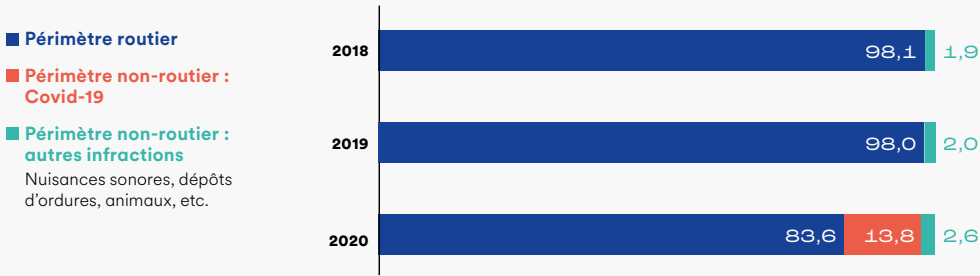
Enfin, faisant suite au premier confinement, cinq nouvelles infractions ont été mises en production dès le 18 mai, puis deux nouvelles NATINF, au mois d'août 2020, notamment pour étendre l'obligation du port du masque aux lieux publics ouverts.


Indicateurs

NOMBRE DE DOSSIERS D'INFRACTION ENREGISTRÉS AU TITRE DU PVe CONTRAVENTIONNEL PAR ANNÉE D'INFRACTION (en millions)



RÉPARTITION DES DOSSIERS D'INFRACTION SELON LE PÉRIMÈTRE ROUTIER OU NON-ROUTIER (en %)





**1,8
million**

de Dossiers
d'Infraction liés aux
infractions relatives
à la Covid-19
en 2020



175 000

Dossiers d'Infraction
pour non-respect
du port du masque

La création inédite d'une contravention de la 5^e classe forfaitisée

Dans le même temps, l'ANTAI a également pu mener dans un délai très rapide les développements nécessaires à la verbalisation sur PVe d'une contravention de la 5^e classe forfaitisée, prévue par le décret du 28 mars 2020 pour les cas de réitération d'infraction aux règles du confinement. Il s'agit d'une première pour le système pénal national.

Une infraction sur sept est relative à la crise sanitaire

Au total, les Natures d'Infractions relatives à la Covid-19 ont représenté près de 1,8 million de dossiers sur l'année 2020, soit près de 14 % des infractions constatées via PVe (et un peu plus de 6 000 infractions par jour en moyenne). La majorité des infractions a été relevée pendant le premier confinement du 17 mars au 10 mai 2020, avec un ralentissement progressif à partir de mi-avril : 1,2 million, soit près de 21 700 infractions par jour en moyenne. La plupart de ces infractions ont été relevées par les services de l'État (police et gendarmerie nationales), secondés par la compétence des polices municipales et des services verbalisateurs dans les transports publics qui a été étendue à la verbalisation de certaines infractions (et notamment au non-port du masque dans les transports).

Un appareil de production mobilisé dans la durée

Depuis la levée du premier confinement, le soutien de l'Agence aux services de l'État perdure, et l'activité associée à la crise sanitaire est demeurée prioritaire, essentielle et conséquente, quoiqu'inférieure à celle du printemps 2020. En effet, le nombre d'infractions relevées a diminué à compter de l'assouplissement des mesures sanitaires mises en place, notamment à partir de fin novembre à la suite de l'autorisation de sortie à 10 km du lieu de résidence durant 3 heures (au lieu de 1 km pendant 1 heure). Toutefois, indépendamment du régime de déplacement en vigueur dans les territoires, le port du masque demeure une obligation constante depuis la mi-mai 2020 dont le non-respect a été sanctionné par plus de 175 000 infractions (DIF) (de mi-mai 2020 jusqu'au 31 décembre 2020).

Faciliter l'action des forces de l'ordre sur le terrain grâce au Procès-Verbal électronique

Si les ressources de l'ANTAI ont été mobilisées en priorité pour la gestion de la crise sanitaire, l'Agence a, dans le même temps, poursuivi de grandes évolutions dans le domaine du Procès-Verbal électronique afin de faciliter l'action des forces sur le terrain. Ainsi, afin de développer la capacité opérationnelle des unités de la gendarmerie et de la police nationales, l'ANTAI a parallèlement consolidé et modernisé l'application PVe comme l'application de gestion centrale (AGC).

En 2020, le projet NEO a ainsi poursuivi son déploiement dans les unités. 57 939 terminaux NEOGEND/NEO (tablettes et smartphones) ont été utilisés. Par ailleurs, l'expérimentation du paiement immédiat dans une cinquantaine d'unités PN et GN concernées apporte des résultats très fructueux en particulier auprès de contrevenants étrangers.





Il permet au contrevenant de payer directement son amende sur les lieux de l'infraction auprès des forces de l'ordre en espèces, en chèques, par paiement en ligne sur le site Amendes.gouv ou paiement par carte bancaire *via* m-POS si l'agent verbalisateur dispose d'un terminal de paiement électronique.

La généralisation a débuté par la livraison de nouveaux terminaux de paiement en fin d'année 2020.

En 2021, le PVe va connaître de nouvelles étapes importantes, au travers notamment de la généralisation du paiement immédiat avec, pour cible, 5 000 terminaux.

Focus

Dix ans de verbalisation électronique dans les collectivités locales et les organisations publiques et privées

Dès 2011, l'ANTAI a mis à la disposition des collectivités locales des services adaptés à leurs besoins, en leur fournissant notamment des outils de verbalisation dans le cadre du déploiement de la solution PVe au niveau local.

L'augmentation et la diversification des services bénéficiaires témoignent de l'intérêt croissant porté par les acteurs de terrain aux outils de la verbalisation électronique et aux gains associés.

LA COUVERTURE DU PROCÈS-VERBAL ÉLECTRONIQUE DANS LES COLLECTIVITÉS LOCALES

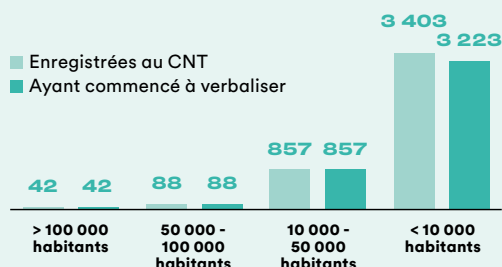
Au cours de l'année 2020, 155 nouvelles collectivités ont signé une convention avec l'ANTAI portant ainsi leur nombre à 4 390 en fin d'exercice. Soucieux de moderniser l'activité de leurs agents, les deux tiers d'entre elles ont doté leurs services verbalisateurs de terminaux mobiles et le tiers restant – relevant moins de 500 verbalisations/an – d'un accès au CNT *via* un poste fixe.

Toutes les villes de plus de 10 000 habitants, disposant d'agents verbalisateurs, sont reliées au Centre National de Traitement (CNT) de Rennes qui assure gracieusement le traitement des infractions et l'envoi des Avis de Contravention au domicile des contrevenants.

L'attrait des collectivités locales pour ce système leur permet de simplifier et de réduire l'activité des agents verbalisateurs.

Les agents assermentés, qu'ils soient policiers municipaux (près de 24 000), agents de surveillance de la voie publique (plus de 8 000) ou gardes champêtres (moins de 800) peuvent relever les infractions des quatre premières classes du périmètre contraventionnel (environ 1 800 natures d'infraction) portant notamment sur le stationnement, la vitesse, l'alcoolémie, l'environnement, les nuisances de tous ordres et les surcharges de véhicules. Plus de 6,6 millions de verbalisations ont été relevées par les policiers municipaux et les gardes champêtres en 2020.

DÉPLOIEMENT DE LA VERBALISATION ÉLECTRONIQUE DANS LES COLLECTIVITÉS LOCALES AU 31 DÉCEMBRE 2020





LA DIFFUSION DU PROCÈS-VERBAL ÉLECTRONIQUE DANS LES ENTREPRISES EN CHARGE D'UNE MISSION DE SERVICE PUBLIC ET LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

Régulièrement sollicitée par des entités autres que les collectivités locales et les sociétés de transport, l'ANTAI a réalisé des développements permettant, depuis 2017, d'ouvrir la verbalisation électronique à une troisième catégorie de services verbalisateurs : les entreprises et établissements en charge d'une mission de service public. La compétence de ces services est généralement limitée à un périmètre géographique peu étendu et à une liste de Natures d'Infractions très restreinte. Environ 15 000 infractions ont été relevées par ces services en 2020.

En font notamment partie :

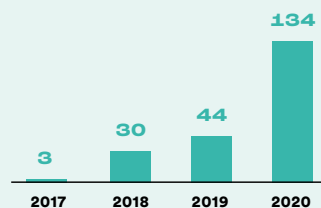
- le groupe Effia ;
- l'Union des aéroports de Paris ;
- l'établissement public Paris La Défense.

LA COUVERTURE DU PROCÈS-VERBAL ÉLECTRONIQUE DANS LES TRANSPORTS PUBLICS

L'Union des Transports Publics (UTP) a incité, dès la fin de l'année 2014, les sociétés de transport à adhérer à la verbalisation électronique, afin de permettre à leurs agents assermentés de relever les infractions liées au stationnement et à la circulation de véhicules dans les couloirs de bus.

C'est ainsi qu'en fin d'année 2020, pas moins de 50 sociétés de transport ont signé une convention avec leurs autorités de transport respectives et l'ANTAI. Le nombre d'infractions liées à la sécurité routière et à la crise sanitaire (non-respect du port du masque) est loin d'être négligeable puisque près de 62 000 infractions ont été relevées par leurs agents en 2020.

PROGRESSION DU NOMBRE D'ENTREPRISES PRIVÉES ET D'ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ENREGISTRÉS À L'ANTAI DEPUIS 2017



Des champs d'intervention en constante diversification

La réforme du stationnement payant : un premier bilan du partenariat avec les collectivités locales après trois ans de mise en œuvre

À l'issue des trois premières années de partenariat, l'ANTAI a conclu près de 600 conventions avec les collectivités locales concernées par la réforme du stationnement payant. Si l'année 2020 a vu la suspension momentanée de l'activité FPS sous l'effet de la crise sanitaire, elle signe aussi le renouvellement des conventions de partenariat, avec, à l'appui, de nouveaux services pour les collectivités partenaires.

La réforme en bref

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la politique de stationnement payant a été dépenalisée et confiée directement aux collectivités locales. Auparavant, le non-paiement du stationnement était sanctionné par une amende au montant unique de 17 euros. Désormais, les usagers en infraction sont redevables d'un Forfait de Post-Stationnement (FPS), dont le montant est déterminé par chacune des collectivités. Près de 600 collectivités ont opté pour un stationnement payant, tout au long de l'année ou de manière saisonnière.



L'ANTAI engagée auprès des collectivités locales

L'ANTAI a été mobilisée dès le début de la réforme aux côtés des collectivités locales et des différents acteurs du stationnement. La loi l'a désignée en effet comme l'entité unique en charge de l'émission des titres exécutoires nécessaires au recouvrement des Forfaits de Post-Stationnement majorés par les trésoreries locales.

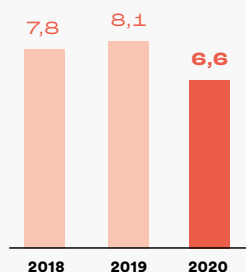
À côté de ce rôle, l'Agence a rapidement proposé d'assurer, pour le compte des collectivités qui en font le choix, l'édition et l'envoi des avis de paiement des FPS émis lors du contrôle du stationnement par les agents locaux. Cette prestation facultative inclut notamment la mise à disposition des canaux de paiement des FPS.



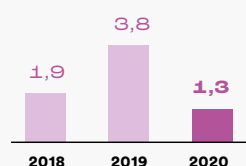
10

collectivités ont
choisi de basculer
du cycle partiel
au cycle complet
en 2020

NOMBRE D'AVIS DE PAIEMENT DE FPS ET DE TITRES EXÉCUTOIRES DEPUIS 2018 (en millions)



AVIS DE PAIEMENT DE FPS



TITRES EXÉCUTOIRES

Quel bilan tirer de cette réforme ?

Un bilan positif après trois ans de mise en œuvre

L'année 2020 marque la fin de la première période de conventionnement triennal entre l'ANTAI et les collectivités. Depuis la mise en œuvre de la réforme, l'ANTAI a signé 582 conventions :

- 561 conventions dites « cycle complet » ;
- 21 conventions dites « cycle partiel ».

Au surplus, pendant la période du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2020, 10 collectivités ont choisi de basculer du cycle partiel au cycle complet, ce qui est la manifestation de la confiance des collectivités envers les prestations de l'Agence. En termes de résultats, le niveau de traitement d'avis de paiement de FPS a rejoint, à partir de l'été 2018, un niveau comparable à celui de la production d'Avis de Contravention pour non-paiement du stationnement enregistré par l'ANTAI en 2017.

Il a ensuite augmenté progressivement (+ 4.3 % avis de paiement émis et envoyés aux redevables en 2019). L'activité a subi exceptionnellement une baisse pour l'année 2020 compte tenu de la crise sanitaire liée à la Covid-19 et de la priorité accordée dans ce contexte au traitement des infractions pour non-respect des règles sanitaires.

Une année 2020 marquée par les conséquences de la crise sanitaire

Deux grandes actualités ont marqué l'activité FPS de l'Agence en 2020. En premier lieu, le contexte de crise sanitaire a nécessité la réorganisation des différentes chaînes de l'ANTAI pour assurer la priorité au traitement des infractions émises pour non-respect des règles sanitaires. Le fonctionnement en « mode dégradé » pendant le premier confinement, à partir de mars 2020, a permis à l'ANTAI d'assurer la continuité de certaines prestations, notamment la mise à disposition des canaux de paiement des FPS, la conservation par le Système d'Information FPS de l'ensemble des messages informatiques en provenance des collectivités et le traitement des messages informatiques d'annulation.



Les circonstances de la crise sanitaire ont toutefois entraîné un ralentissement de l'activité de contrôle du stationnement payant par les collectivités locales elles-mêmes et, par conséquent, une baisse générale du nombre d'avis de paiement émis et envoyés à l'adresse des redevables par l'ANTAI.

En second lieu, au terme des trois premières années de mise en œuvre de la réforme, l'ANTAI a procédé en association étroite avec les représentants des collectivités à une campagne de renouvellement de l'ensemble des conventions « cycle partiel » et « cycle complet » pour couvrir la période 2021-2023. Au 31 décembre 2020, l'Agence a ainsi déjà signé une nouvelle convention avec plus de 70 % des collectivités qui mettaient en œuvre le FPS pour la période 2018-2020.



**Plus de
70 %**

des collectivités
déjà bénéficiaires
du service FPS
ont renouvelé
leur convention
avec l'ANTAI au
31 décembre 2020

Quelles évolutions pour ce nouveau cycle ?

De nouveaux services pour les collectivités

La convention 2021-2023 propose plusieurs nouveautés et améliorations du service :

- la convention « cycle complet » prévoit désormais la possibilité pour les collectivités qui souhaitent mettre en place un paiement minoré des FPS de l'indiquer à l'ANTAI pour que les informations de minoration soient renseignées sur la deuxième page des avis de paiement. Cette solution sera disponible courant 2021 ;
- un engagement d'information réciproque a été ajouté en cas de modification substantielle de l'activité de stationnement payant de la collectivité ou de l'ANTAI ;
- un espace a été créé pour que la collectivité puisse renseigner l'adresse courriel par l'intermédiaire de laquelle elle souhaite être contactée par l'ANTAI.

Garantir plus de simplicité dans les démarches des usagers

L'ANTAI améliore ses règles de traitement à partir des cas d'usages. En particulier, la mise en place de nouvelles règles d'interrogation du système d'immatriculation des véhicules est destinée à prévenir les désagréments associés à l'absence de mise à jour du certificat d'immatriculation.

Identifier les besoins des municipalités

L'ANTAI tire profit de ses échanges quotidiens avec les services locaux pour mettre en évidence, en lien avec les trésoreries locales, leurs principales difficultés et pour adapter son accompagnement en conséquence. Fortement sollicitée par les collectivités à ce sujet, l'Agence travaille notamment, avec le ministère de l'Intérieur et celui des Transports, à trouver une solution à la problématique des véhicules étrangers.

La montée en charge de la forfaitisation des délits

Depuis leur introduction en 2018, les Amendes Forfaitaires Délictuelles ont profondément transformé le traitement de certains délits dans le cadre des dispositions posées par la loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle. Développé par les équipes de l'ANTAI et tous ses partenaires, le dernier projet de forfaitisation de l'usage illicite de stupéfiants a été généralisé dès la rentrée 2020. Il confirme le potentiel et les gains d'usage associés à ce nouvel outil de transformation de la procédure pénale.

Un nouvel outil de procédure pénale au périmètre progressivement élargi

La création des Amendes Forfaitaires Délictuelles (AFD), mises à disposition des forces de l'ordre sur PVE, représente une avancée majeure dans la modernisation des outils dont disposent les forces de sécurité intérieure pour garantir la sécurité du quotidien. D'abord circonscrites au périmètre routier, les Amendes Forfaitaires Délictuelles sanctionnent, depuis novembre 2018, trois délits : la conduite sans assurance, la conduite sans permis et la conduite sans permis adapté à la catégorie du véhicule.



79 %

des dossiers de délits routiers forfaitisés concernent un défaut d'assurance

Parmi l'ensemble des dossiers relatifs aux délits routiers forfaitisés relevés par les forces de l'ordre en 2020, 79 % concernent un défaut d'assurance, 19 % une conduite sans permis et près de 2 % une conduite avec une mauvaise catégorie de permis. On observe par ailleurs une augmentation générale du nombre de délits routiers relevés par les forces de l'ordre, sans doute sous l'effet d'une multiplication des contrôles effectués dans le cadre sanitaire.

Conformément à la loi du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice (article 58), la forfaitisation des délits a été étendue à de nouveaux délits, hors du champ routier, et notamment à l'usage illicite de stupéfiants. Cette extension de la forfaitisation des amendes délictuelles répond notamment au choix du législateur de simplifier le recueil des infractions constatées par une solution de verbalisation électronique.

Sa mise en œuvre implique plusieurs partenaires interministériels présents sur le site du CNT pour garantir l'efficacité de la chaîne pénale. En particulier, le Centre National de Traitement accueille, depuis fin 2018, une antenne du Parquet de Rennes, pour évaluer la recevabilité des contestations formulées dans le cadre de la procédure relative à l'Amende Forfaitaire Délictuelle.



La forfaitisation du délit d'usage illicite de stupéfiants : la première amende délictuelle forfaitisée hors du champ routier

La montée en charge progressive du dispositif expérimental

Le dispositif expérimental a été mis en œuvre au mois de juin 2020 et a été progressivement déployé dans les cinq juridictions pilotes, sur un rythme comparable à celui établi fin 2018 pour les premiers délits routiers. Afin de sécuriser le lancement des travaux, et d'assurer les remontées du terrain, l'ANTAI a piloté pendant cette phase expérimentale un comité utilisateurs réunissant l'ensemble des services concernés.

La montée en charge du dispositif auprès des parquets expérimentateurs s'est révélée très satisfaisante : en un peu plus de deux mois d'expérimentation (du 16 juin au 31 août 2020), 647 infractions délictuelles pour usage de stupéfiants ont été relevées. De plus, les retours terrains exprimés par les forces de l'ordre ont été l'occasion de saluer les gains d'usage associés à cette nouvelle procédure forfaitaire en mobilité (rapidité et allègement de la procédure, simplicité et confort de saisie, etc.).

Développé par les équipes de l'ANTAI et tous ses partenaires, ce projet de transformation de la procédure pénale a été généralisé dès la rentrée 2020

La généralisation du dispositif est intervenue sur l'ensemble du territoire dès le 1^{er} septembre 2020, après avoir tiré les enseignements de l'expérimentation et identifié les axes d'amélioration du dispositif.

Grâce à l'application PVE, les agents de la police et de la gendarmerie nationales peuvent désormais verbaliser directement sur le terrain l'usage de cannabis, de cocaïne et, depuis le 13 octobre 2020, du MDMA – ecstasy. Les mis en cause sont ensuite destinataires d'un avis d'amende forfaitaire à leur domicile.



**Plus de
7 000**

délits forfaitisés
pour usage illicite de
stupéfiants relevés
en moyenne par mois
entre septembre
2020, début de
la généralisation,
et décembre 2020

Cette amende s'élève à 200 euros. Elle est minorée à 150 euros en cas de paiement dans les 15 jours. Le paiement et la contestation peuvent être réalisés de façon intégralement dématérialisée via les parcours numériques proposés par l'ANTAI.

La réponse pénale apportée à ce délit sera désormais plus rapide et plus systématique. Ce nouvel outil contribue également à simplifier le travail des agents sur le terrain et à désengorger les tribunaux.



92 000

délits routiers
forfaitisés en 2020
(+ 61 % par rapport à 2019)

Environ 92 000 délits routiers forfaitisés ont été relevés en 2020 (près de 7 700 par mois en moyenne), soit 61 % de plus qu'en 2019 :

- **72 000 délits forfaitisés pour un défaut d'assurance** (+ 74 % par rapport à 2019), soit 6 000 par mois en moyenne ;
- **18 000 délits forfaitisés pour conduite sans permis** (+ 27 % versus 2019), soit 1 500 par mois en moyenne ;
- **2 100 délits forfaitisés pour conduite avec permis non adapté** (+ 26 % versus 2019), soit 175 par mois en moyenne.

En parallèle, un peu plus de 28 000 délits forfaitisés relatifs à l'usage de stupéfiants ont été relevés entre septembre et décembre 2020, soit plus de 7 000 par mois en moyenne.

Délits forfaitisés : un bilan en forte hausse, tiré par la forfaitisation de l'infraction relative à l'usage de stupéfiants

En 2020, les forces de l'ordre ont relevé près de 120 000 délits forfaitisés, soit un peu plus du double de 2019. Cette hausse est principalement liée à la généralisation de la verbalisation *via* PVe de l'usage de stupéfiants à partir de septembre 2020 mais également à une hausse importante des défauts d'assurance relevés pendant le premier confinement.



120 000

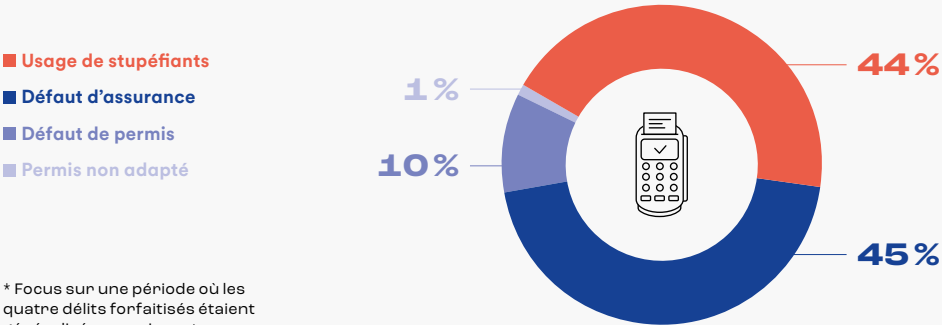
délits forfaitisés
en 2020, soit 2 fois
plus qu'en 2019

Occupations et installations illicites : deux nouveaux délits en 2020

Depuis la rentrée 2020, et à la demande expresse du ministre de l'Intérieur et du Garde des Sceaux, l'ANTAI assume un rôle de coordination interservices pour permettre la forfaitisation rapide et simultanée de deux nouvelles Amendes Forfaitaires Délictuelles relatives aux occupations et aux installations illicites. Le cycle des travaux s'établit à un rythme soutenu afin que l'Agence et ses partenaires soient en capacité de respecter le calendrier de développement. L'expérimentation de la forfaitisation de ces deux nouveaux délits prévus par le législateur devrait en effet intervenir dès l'automne 2021, avec une généralisation souhaitée début 2022.

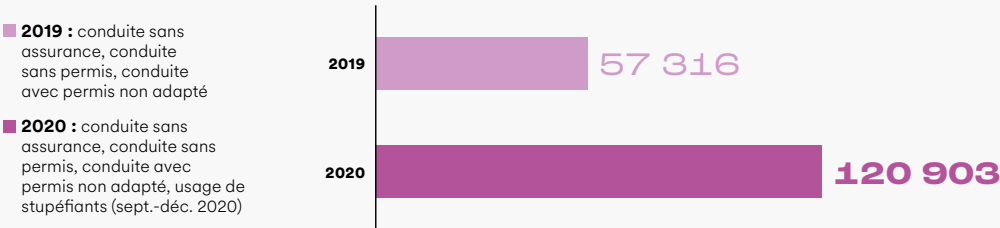
Indicateurs

RÉPARTITION DES DÉLITS FORFAITISÉS RELEVÉS VIA PVE ENTRE SEPTEMBRE ET DÉCEMBRE 2020* PAR NATURE D'INFRACTION



* Focus sur une période où les quatre délits forfaitisés étaient généralisés, ce qui montre que la part des délits pour usage de stupéfiants est similaire à celle des défauts d'assurance.

NOMBRE DE DOSSIERS D'INFRACTION DÉLICTUELLE FORFAITISÉE RELEVÉES PAR ANNÉE (en date d'infraction)



La mise en œuvre des nouveaux dispositifs de Contrôle Automatisé

La Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) envisage une réforme en profondeur du cadre général des politiques de mobilités. Mobilisant son savoir-faire acquis en termes de traitement automatisé, l'ANTAI intervient dans la mise en œuvre de quatre nouveaux dispositifs de Contrôle Automatisé. Leur déploiement complet est prévu à l'horizon 2022.



La Loi d'Orientation des Mobilités du 24 décembre 2019 vise à réformer en profondeur le cadre général des politiques de mobilités.

Une réforme générale des politiques de mobilités

La Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) a pour objectifs de :

- réussir la transition écologique et énergétique des systèmes de transport ;
- donner à chacun le choix de sa mobilité en proposant une offre de services plus diversifiée, plus efficace, plus connectée, plus partagée ;
- mieux accorder les politiques de mobilité avec les priorités en matière d'aménagement du territoire ;
- mieux connecter la France aux grands systèmes d'échanges européens et mondiaux ;
- garantir des déplacements plus sûrs et un niveau de sécurité plus élevé.

La mise en œuvre de nouveaux dispositifs de Contrôle Automatisé



7

nouvelles « Zones à Faibles Émissions mobilité » (ZFEm) prévues par la LOM en 2021

Dans cette perspective, de nouveaux dispositifs de Contrôle Automatisé sont envisagés. Depuis la fin de l'année 2019, l'ANTAI est en particulier mobilisée par la mise en œuvre de quatre types de dispositifs imposant la captation des plaques d'immatriculation des véhicules en vue d'une éventuelle verbalisation.

Les « Zones à Faibles Émissions mobilité » (ZFEm)

La Loi d'Orientation des Mobilités a rendu obligatoire la restriction de l'accès de certains véhicules à des zones spécifiquement créées dites « Zones à Faibles Émissions mobilité »

afin de limiter ou de restreindre la pollution atmosphérique dans les territoires en dépassement régulier des normes de qualité de l'air. Cette obligation est étendue aux territoires dans lesquels les transports terrestres sont également à l'origine d'une part prépondérante des dépassements.

Sept nouvelles ZFEm (Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Métropole Nice-Côte d'Azur, Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, Toulouse Métropole, Montpellier-Méditerranée Métropole, Eurométropole de Strasbourg et Métropole Rouen-Normandie) devront ainsi obligatoirement être mises en place d'ici 2021 et s'ajouteront aux quatre ZFEm existantes : Métropole de Lyon, Grenoble-Alpes-Métropole, Ville de Paris, Métropole du Grand Paris.



Plusieurs limitations aux contrôles sont prévues : sur le flux quotidien de véhicules contrôlés (15 % du flux moyen journalier), et, sur le nombre de dispositifs actifs dans une journée rapporté à la taille du réseau couvert par la ZFEm (au maximum 1 dispositif tous les 40 km de voirie). Il revient aux collectivités de définir leur politique ZFEm s'agissant de leur périmètre d'application, ainsi que des catégories et des vignettes crit'AIR des véhicules concernés.

Le dispositif de Contrôle Automatisé qui sera mis en œuvre, avec le soutien du ministère des Transports, de la Délégation à la Sécurité Routière et de l'ANTAI, consistera à détecter les véhicules ne respectant pas les règles définies par chaque collectivité.

Les voies réservées

Ces voies visent, pour faciliter la circulation de certains axes stratégiques, à en réserver l'usage à des bénéficiaires spécifiques (transports en commun, taxis, etc.). La LOM a prévu d'inclure dans le dispositif deux nouveaux bénéficiaires : les véhicules à très faibles émissions de carbone et les véhicules utilisés en covoiturage.

Le pesage en marche

L'objectif est de contrôler, grâce à de nouveaux dispositifs de contrôle homologués, le poids des véhicules de transports de marchandises ou de transports en commun afin de sanctionner les véhicules en surcharge. Ce contrôle repose sur des capteurs spécifiques installés dans la chaussée, complétés par des systèmes d'identification des silhouettes des véhicules en circulation.

Les radars sonores

La loi prévoit à cet égard une expérimentation de deux ans permettant de « flasher » automatiquement et de verbaliser, par des radars acoustiques, les véhicules qui excéderaient les limitations d'émissions sonores prévues par la réglementation, notamment les deux-roues motorisées qui sont parmi les véhicules les plus bruyants.



Les avancées et les prochaines étapes du projet

Afin d'accompagner la mise en œuvre de ces nouveaux contrôles, un travail en interservices a été engagé dès le mois de mars 2020 pour définir l'architecture technique et juridique cible sur laquelle reposera le traitement des infractions constatées par l'intermédiaire des nouveaux dispositifs de Contrôle Automatisé.





Poursuivre les **grands** chantiers de transformation numérique et d'innovation

› page 36

**Des services aux usagers
toujours plus utiles,
accessibles et efficaces**

› page 36

Accélérer le déploiement des
nouveaux services numériques

› page 38

Un accompagnement fort des
usagers maintenu grâce au Centre
de Ressources et de Contacts

› page 41

**Une forte dynamique
d'innovation au service
de la valorisation des
données**

› page 41

La Direction de l'Innovation
et des Nouveaux Projets :
une direction stratégique en plein
développement

› page 43

La création d'un nouvel outil
technologique performant, sécurisé
et agile : le Datalab

Des services aux usagers toujours plus utiles, accessibles et efficaces

Accélérer le déploiement des nouveaux services numériques

L'apparition de nouvelles infractions et la crise sanitaire ont provoqué une hausse inédite de la fréquentation du site Internet de l'Agence avec 12,2 millions de visites en 2020, comme de l'utilisation des services en ligne de l'ANTAI. Cette année a également été l'occasion de travailler à améliorer l'accessibilité des démarches en ligne grâce au dispositif du Commando UX de la DINUM, s'inscrivant dans le cadre du programme TECH.GOUV d'accélération de la transformation numérique du service public.

Une hausse remarquable du recours aux services dématérialisés

La situation d'urgence sanitaire a confirmé la pertinence et l'importance de la dématérialisation des échanges vers laquelle tend toujours davantage l'Agence.

Face à la crise sanitaire, les parcours numériques proposés par l'Agence ont ainsi garanti la possibilité pour les contrevenants de réaliser leurs démarches en ligne (paiement, contestation, suivi du dossier), dont la part a nettement augmenté en 2020.

Le taux de recours aux services en ligne (contestation/désignation) a fortement augmenté passant de 52,9 % à 64,4 % (+11,5 points). Plus de 4,4 millions de contestations et de désignations ont ainsi été

réalisées en ligne. De la même façon, le nombre de consultations en ligne de dossiers de contraventions a atteint 3,8 millions en 2020 contre 2,8 millions en 2019, soit une hausse de 37 %.

Enfin, à l'instar de ces dernières années, le règlement des amendes en ligne *via* le site internet ou l'application mobile **amendes.gouv** continue de représenter plus de deux tiers des paiements. 76,7 % des paiements ont été réalisés *via* un service de télépaiement en 2020, en hausse de 3,8 points par rapport à 2019, tandis que seulement 18,4 % des paiements ont été effectués par chèque, en recul de 2,7 points par rapport à 2019.

Les progrès des e-ACO

Depuis 2017, l'ANTAI envoie des Avis de Contravention électroniques (dits e-ACO) dans deux situations distinctes : dans le cas d'une interpellation (l'utilisateur



après consentement donne son courriel à l'agent des forces de l'ordre qui le verbalise) et lors d'une désignation par un loueur, l'employeur ou la personne qui a prêté son véhicule.

En 2020, 1,7 million d'ACO ont été envoyés par mail contre 1,3 million en 2019, soit une augmentation de 32 %. En particulier, les envois de e-ACO PVe ont plus que doublé (+108 %) sur l'année 2020 (0,6 million contre 0,3 million en 2019), en raison notamment de la hausse des interceptions ayant permis aux agents de récupérer davantage de mails. Toutefois, la majorité des eACO est envoyée au titre du Contrôle Automatisé.

Plus de la moitié des e-ACO envoyés sont acceptés par les contrevenants, et moins de 10 % seulement sont refusés. Dans le cas où un e-ACO n'est pas consulté ou est refusé par l'utilisateur, un ACO est alors systématiquement envoyé par voie postale quelques jours plus tard. Le développement des envois par notification électronique constitue d'ailleurs un chantier prioritaire qui fait l'objet d'ateliers collaboratifs avec divers partenaires de l'Agence afin d'obtenir, après consentement des contrevenants, de plus en plus d'adresses courriel fiables.

Le défi du Commando UX : observer et écouter, améliorer et simplifier

Courant juin, la DINUM, qui constitue un service du Premier ministre, a lancé le dispositif « Commando UX », s'inscrivant dans le cadre du programme TECH.GOUV d'accélération de la transformation numérique du service public. L'objectif de ce dispositif est d'améliorer les démarches les plus utilisées par les Français pour les rendre plus simples, plus compréhensibles et accessibles à tous, en tenant compte des retours d'expérience des usagers des parcours numériques.

Le projet porté par l'ANTAI visant à améliorer la démarche en ligne « Contestation d'Avis de Contravention et désignation de conducteur » poursuit les objectifs suivants :
→ rendre le parcours de cette démarche plus fluide, compréhensible et accessible par tous ;



64,4 %

Le taux de recours aux services en ligne en 2020 (+11,5 points par rapport à 2019)



76,7 %

des paiements en 2020 ont été réalisés via un service de télépaiement (72,9 % en 2019)

→ augmenter le taux de satisfaction des usagers sur les services en ligne, et, en conséquence, le taux de recours à la voie numérique pour l'envoi des Avis de Contravention ;
→ diminuer les coûts pour l'ANTAI (coûts d'impression et de traitement du retour courrier) et pour les usagers (la contestation papier nécessite actuellement un envoi recommandé avec accusé de réception).

De septembre 2020 à fin mars 2021, l'Agence a accueilli dans ses locaux deux designers UX de la DINUM dont les formations et expériences diverses se sont révélées très complémentaires et bénéfiques pour l'Agence. Leur analyse de plus de 25 000 retours usagers recensés sur la plateforme de l'observatoire de la qualité des démarches en ligne, et leur collaboration avec différents partenaires (Parquet de Rennes et officiers du ministère public) et prestataires de la chaîne contraventionnelle (Centre de Ressources et de Contacts), leur ont permis d'identifier rapidement les problèmes récurrents rencontrés sur le parcours et de présenter des pistes d'amélioration. Les améliorations portant sur l'accessibilité du parcours, le design UX ou la simplification du vocabulaire ont été intégrées dans la feuille de route de l'ANTAI en 2021.

Perspectives 2021 : des services accessibles à tous !

→ **Développer de nouveaux canaux de communication pour faciliter la relation usager** en proposant des solutions d'automatisation (*chatbot, callbot...*) et/ou des applications de messagerie instantanée de plus en plus populaires.

→ **Améliorer l'accessibilité de l'écosystème numérique de l'Agence** par l'évaluation du portail des démarches en ligne, de la plateforme des gestionnaires de parcs automobiles et enfin de celles réservées aux collectivités.

→ **Optimiser l'expérience usager du parcours e-ACO** en simplifiant à la fois les étapes mais également le vocabulaire tout en sécurisant les données des usagers.

Un accompagnement fort des usagers maintenu grâce au Centre de Ressources et de Contacts

Le Centre de Ressources et de Contacts (CRC) est un interlocuteur clé, au contact des usagers qu'il informe, oriente et rassure. Ses services sont désormais accessibles au tarif d'un appel local, en France métropolitaine et dans les DOM-TOM. Sa connaissance des difficultés rencontrées par les usagers constitue par ailleurs une ressource précieuse pour améliorer en continu les démarches usagers.

Une mission plurielle au service des usagers et de l'amélioration des démarches

Avec 1,3 million d'appels reçus, 1,2 million d'appels traités soit 5 280 appels traités en moyenne par jour, le Centre de Ressources et de Contacts informe sur les différents dispositifs et accompagne au quotidien les usagers dans leurs démarches : paiement, suivi du dossier, contestation/désignation, délais de traitement des demandes, etc.

Afin d'accompagner les usagers étrangers et pour tenir compte de l'extension des échanges transfrontaliers d'informations avec de nouveaux pays européens, le centre d'appels répond en cinq langues (français, allemand, anglais, espagnol, néerlandais).

Au-delà de sa mission d'information, le CRC contribue à l'amélioration et à la simplification des parcours numériques en restituant à l'Agence les retours des usagers sur les démarches et leurs irritants. Sa collaboration a ainsi été précieuse au Commando UX pour améliorer le parcours de contestation des Avis de Contravention ou de désignation pour les infractions relevées par radars ou PVe.



95,3 %

des appels traités
par le centre d'appels
en 2020



5

langues parlées
au centre d'appels
pour accompagner
les usagers
étrangers

L'activité du CRC en 2020 : le souci de maintenir une forte accessibilité

Cette capacité d'information a été maintenue pendant la crise sanitaire, avec en moyenne entre 1 800 et 2 200 appels/jour traités par les conseillers pour la majorité en télétravail.

Malgré le contexte sanitaire, la qualité de service, qui constitue une exigence constante pour l'Agence, est demeurée élevée en 2020 : le pourcentage d'appels traités par le centre d'appels a atteint 95,3 % et le temps moyen d'appel en 2020 (50 secondes) est même nettement inférieur à celui de 2019 (1 minute et 33 secondes).

Horaires d'ouverture du CRC :
du lundi au vendredi, de 8h30 à 18h30
et le samedi, de 8h30 à 12h30.

1,3 million d'appels reçus
1,2 million d'appels traités
5 280 appels traités
en moyenne par jour



De nouveaux numéros non surtaxés pour un accès facilité

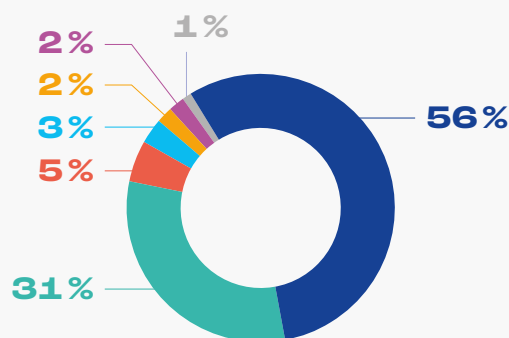
Depuis le 1^{er} janvier 2021, les administrations ont l'obligation de proposer dans leurs relations avec le public des numéros téléphoniques non surtaxés. L'Agence a ainsi procédé au remplacement de quatre numéros au tarif d'un appel local et accessibles partout en France et dans les DOM-TOM :

- **0806 606 606** (numéro non surtaxé) pour le Contrôle Automatisé ;
- **0806 609 625** (numéro non surtaxé) pour le PVe ;
- **0806 607 145** (numéro non surtaxé) pour les FPS usagers ;
- **0806 605 381** (numéro non surtaxé) pour les AFD.

Le CRC est appelé à évoluer vers des solutions multicanales (formulaire de contact, messagerie instantanée...) et des solutions d'automatisation (*chatbot*, *callbot*...), mais il sera toujours possible de contacter un téléopérateur.

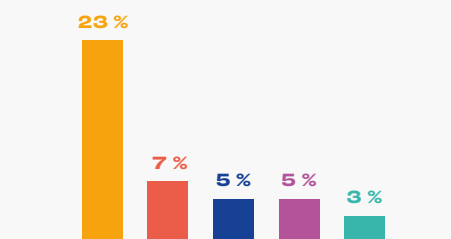
Quel que soit le canal utilisé, chaque conversation ou interaction deviendra plus personnalisée et efficace.

RÉPARTITION DES FLUX REÇUS EN 2020



■ CA
■ PVe
■ FPS Usagers
■ ACO ND
■ Étranger
■ Collectivités locales
■ AFD

TOP 5 DES MOTIFS 2020 (en % sur total des typages)



■ Recouvrement
■ Réassurance / Confirmation
■ Demande d'information
■ Contestation Autres cas
■ ACO Paiement

Regards croisés

Le Commando UX en mission auprès de l'ANTAI partage son expérience

SEPTEMBRE 2020 - MARS 2021



Comment définiriez-vous votre travail en un mot ?

Lola : En quatre mots « écouter, organiser, imaginer et concevoir ». Ce sont les quatre étapes de la démarche centrée usagers. Elles sont essentielles pour avoir une vision globale d'un projet et reconnecter un service avec ses utilisateurs.

Manon : « Simplifier ». Le design est une discipline qui tend à rendre le monde plus « habitable » dans toutes ses dimensions pour reprendre une formule du chercheur en design Alain Findelli*. Je pense que le travail d'un designer, notamment d'interface ou de service, est de rendre celui-ci compréhensible et utilisable par tous.

Pourquoi avez-vous rejoint ce Commando UX de la DINUM ?

Manon : Je souhaitais poursuivre la démarche que j'avais amorcée avec la ville de Paris et ma réflexion autour de l'intégration du design dans l'administration publique. Je souhaitais également améliorer des démarches qui peuvent s'avérer compliquées, peu encourageantes ou peu attirantes pour les usagers.

Lola : J'ai toujours travaillé pour des entreprises privées, et quand la DINUM a lancé sa campagne de recrutement en juillet 2020 pour cette nouvelle forme d'in-

novation publique que représente le Commando UX, je n'ai pas hésité à postuler. Même si le nom m'a laissé un peu perplexe, j'étais surtout intéressée par ma contribution à ce nouveau format d'innovation publique pour améliorer les démarches de l'État.

Quelle a été votre méthode/démarche de travail ?

Manon & Lola : Nous avons distingué quatre grandes étapes dans notre approche de conception. Tout d'abord, une phase d'immersion, pour comprendre le fonctionnement de l'ANTAI et de la démarche en ligne. Puis, l'observation a laissé place à la recherche et à la rencontre des utilisateurs : d'abord par le biais des données récoltées par l'Observatoire de la qualité des démarches en ligne, puis, au moyen de tests sur prototype afin de mettre en condition les utilisateurs lors de la contestation de contravention en ligne et de recueillir leurs retours. Une étape de conception a ensuite consisté en l'analyse des retours exprimés, et l'identification de solutions et de recommandations, appuyées par des verbatim. Nous avons cherché des solutions concrètes, souvent plusieurs, même pour un seul besoin ou un seul problème rencontré par les usagers.

En équipe, nous nous sommes efforcées de prioriser ces recommandations en fonction de leur impact potentiel sur l'expérience de l'utilisateur et de leur faisabilité technique. Une fois validées en interne par tous les acteurs, nous avons livré ces recommandations pour la phase finale de production, dont nous assurons le suivi avec les développeurs.

Selon vous, quel est le principal « challenge » des designers au sein des administrations publiques ?

Manon & Lola : Acculturer, faire de la pédagogie, infuser des méthodes. Pour cela, il convient de se positionner dans une relation d'échanges et de dialoguer avec l'ensemble des directions, à toutes les échelles, pour leur faire comprendre qu'on a besoin d'elles. Nous pensons que les administrations et les designers ont à s'apprendre mutuellement et ne doivent pas être perméables pour obtenir des résultats concrets. À l'avenir, l'administration devra (ré)interroger certains de ses principes si elle souhaite intégrer cette pensée nouvelle. ■

* Source : Vial, Stéphane. « Chapitre IV. Le projet en design et sa méthode », Stéphane Vial éd., Le design. Presses Universitaires de France, 2017, pp.79-105.

Une forte dynamique d'innovation au service de la valorisation des données

La Direction de l'Innovation et des Nouveaux Projets : une direction stratégique en plein développement

La nouvelle Direction de l'Innovation et des Nouveaux Projets (DINP) de l'ANTAI s'est considérablement développée et structurée pendant l'année 2020. Grâce aux moyens technologiques et à l'expertise dont elle dispose, elle devrait permettre de réelles avancées en matière de valorisation des données, au service des différentes politiques publiques que l'Agence accompagne.



La donnée : au cœur des missions de l'Agence et de sa nouvelle direction

La Data a toujours été au cœur de l'activité de l'Agence dont le métier principal est de collecter les messages d'infraction transmis par les différents équipements de terrain (radars automatiques et terminaux de PV électronique) répartis sur l'ensemble du territoire, de les traiter et de les transformer en Avis de Contravention, puis de permettre leur paiement et de gérer les contestations. Les données numériques ont donc toujours irrigué le Système d'Information mis en place par l'ANTAI mais celle-ci ne disposait pas jusqu'ici des moyens nécessaires pour les explorer, les analyser et les valoriser au bénéfice de ses missions.



Une nouvelle direction en plein développement

L'ANTAI s'est dotée d'une nouvelle direction en novembre 2019 : la Direction de l'Innovation et des Nouveaux Projets (DINP) dont le rôle est de piloter l'innovation au sein de l'Agence, de porter les activités liées à l'exploitation de la Data et de conduire des projets spécifiques fonctionnellement complexes nécessitant un fort investissement dans la phase de définition de la solution (comme le portefeuille de projets LOM).

En 2020, son activité s'est essentiellement concentrée sur la structuration de la direction, notamment en définissant un processus d'innovation ainsi que sur la construction d'une plate-forme de valorisation de la donnée (appelée DataLab) et le recrutement de son équipe. Ce pôle est aujourd'hui composé de cinq personnes aux compétences complémentaires : directeurs de projet, datascientists, ingénieurs de la donnée, et experts en intelligence artificielle.

La DINP pilote la stratégie d'innovation, permet l'exploitation et la valorisation des données.

Les cas d'usage associés à la valorisation des données

Ce pôle a désormais pour mission d'instruire les différents cas d'usage de valorisation de la donnée identifiés, comme :

- **Informatique décisionnelle** : utiliser les techniques de datavisualisation permettant de mieux représenter les indicateurs stratégiques de performance du Système d'Information de l'ANTAI ;
- **DataScience** : valoriser le patrimoine de données gérées par l'ANTAI au bénéfice de ses missions (exemples : optimiser la maintenance des équipements de terrain par analyse de la qualité des clichés, extraire des informations complémentaires par l'analyse d'images, etc.).

La création d'un nouvel outil technologique performant, sécurisé et agile : le Datalab

En pleine crise sanitaire, la Direction de l'Innovation et des Nouveaux Projets (DINP) a su relever le défi de construire la première version de son DataLab, un outil fiable, agile et performant au cœur du Centre National de Traitement. Dans cette lancée, de nouveaux projets devraient permettre de réelles avancées pour explorer, analyser et valoriser le large répertoire de données que traite l'ANTAI, au bénéfice de ses missions.

Le Datalab, un outil dédié à l'innovation et à l'exploitation de la Data

En pleine crise sanitaire, la DINP a su relever le défi de construire la première version de son DataLab. Hébergé au Centre National de Traitement de Rennes, il met en œuvre les outils les plus performants du marché au sein d'une architecture éprouvée.

Ce Datalab est l'outil quotidien du pôle Data & Innovation de la DINP. Son objectif est de favoriser l'innovation et de permettre l'expérimentation sans perturber l'organisation existante. Dans un mode où l'agilité est devenue essentielle, il apporte de la souplesse et de la réactivité à l'Agence.

Au-delà des activités dédiées à la valorisation de la donnée, le Datalab a été conçu pour être aussi un accélérateur des projets d'Intelligence Artificielle, en particulier dans le domaine du Machine Learning.

De multiples perspectives pour 2021

Il s'agit, tout d'abord, de poursuivre les projets initiés en 2020 en mettant en place la version 2 du DataLab qui permettra une meilleure exploitation des images. La Direction de l'Innovation aura pour tâche de continuer à stimuler l'innovation au sein de l'Agence notamment au travers de la construction d'un Lab ANTAI, un nouvel espace dédié à l'innovation qui sera aménagé au CNT et qui permettra à l'Agence de tisser des partenariats.



Le regard de

Simone, Data scientist à l'ANTAI



SIMONE EST DATA SCIENTIST, ELLE NOUS PARLE DE SA FONCTION DE RESPONSABLE DU PÔLE DATA INNOVATION. UN MÉTIER ENCORE PEU CONNU MAIS ESSENTIEL AU SEIN DE LA NOUVELLE DIRECTION DE L'INNOVATION DE L'AGENCE.

Pourquoi avoir rejoint l'Agence et quelles sont vos principales missions ?

J'ai un parcours plutôt atypique. Forte de mon expérience d'ingénieur en systèmes d'information et infrastructures dans le domaine bancaire, j'ai rejoint l'ANTAI en 2018 en tant que *Data Scientist* et Data Architecte. Ma mission : mettre en place une activité de valorisation des données de l'ANTAI à l'état de l'art. La Direction de l'Innovation s'est depuis développée autour d'un pôle Data que je supervise désormais, et a accompagné le projet de mise en œuvre d'une plateforme dédiée à l'exploration et au traitement des données : le Datalab, projet que j'ai dirigé de bout en bout.

La création du Datalab était un défi. Comment fonctionne-t-il désormais ?

Le Datalab permet à l'ANTAI de conduire ses projets de valorisation des données en autonomie, en se basant sur l'*open source*. Nos travaux portent notamment sur l'instruction de cas d'usage identifiés pour l'amélioration de la politique de sécurité routière et l'optimisation des processus, la maintenance d'outils d'innovation et la production de tableaux de bord dynamiques. Nous avons également mis en place des règles précises d'utilisation des données au sein du Datalab, ainsi qu'un suivi régulier des process et des scripts utilisés et une charte d'utilisation qui s'inspire du Règlement Général de la Protection des Données (RGPD) et qui est diffusée aux utilisateurs.

Si la Data introduit un changement, c'est moins dans l'émergence de nouvelles compétences que dans la manière de travailler avec les autres.

En quoi la valorisation des données permet-elle de mieux servir les politiques publiques ?

Compte tenu du volume industriel des données traitées, l'ANTAI a souhaité se doter des moyens technologiques nécessaires pour mieux maîtriser ses données et les valoriser, avec l'ambition de mettre en place des processus plus agiles en matière d'extraction de données et de restitution d'information. Notre travail d'exploration et de valorisation des données apporte une aide à la décision précieuse. Ainsi, les délais d'extraction et de traitement des données de la cellule statistique sont passés de 2 à 3 semaines à seulement quelques heures ! Le développement et la maintenance d'outils d'intelligence artificielle comme *IA Flash* permettent également de fiabiliser le travail de constatation des

agents du CACIR grâce à la reconnaissance automatique de la marque et du modèle des véhicules présents sur les clichés radars, et d'éviter l'envoi à tort d'Avis de Contravention.

Une version 2 du Datalab et la construction d'un Lab ANTAI sont en projet. Que faut-il en attendre ?

La seconde version du Datalab nous permettra principalement de nous engager dans l'instruction d'autres cas d'usage autour de l'exploitation et de l'analyse des clichés radars par traitement d'image. Mais également, d'intégrer le modèle *IA Flash* pour permettre sa maintenance et son amélioration dans le Datalab et de créer une branche de production spécifique pour déployer les prototypes qui ont été validés.

La Data science est un domaine où la création de nouveaux espaces de travail propices aux échanges et au travail en mode agile est particulièrement adéquate. Le lab ANTAI constituera en cela une « usine à innover autrement » pour accélérer les projets grâce à l'expérimentation des solutions *via* des POC (*Proof of Concept* ou preuve de concept) et des MVP (*Minimum Viable Product* ou produit à fonctionnalité réduite), et, pour décloisonner les échanges entre *Data Scientists* et acteurs métiers. ■







Accompagner le développement de l'Agence

› page 48

L'amélioration continue de la gestion financière et opérationnelle

› page 48

Assurer la qualité budgétaire
et financière de l'Agence

› page 50

La concrétisation des projets
immobiliers de l'Agence

› page 53

Accompagner les besoins en ressources et les transformations professionnelles dans un contexte de crise sanitaire

› page 53

Des effectifs stabilisés
et une adaptation de l'organisation
du travail

› page 56

La gestion de crise au Centre
National de Traitement

L'amélioration continue de la gestion financière et opérationnelle

Assurer la qualité budgétaire et financière de l'Agence

En 2020, la gestion financière de l'Agence a été impactée à la fois par la crise sanitaire et par les différentes transformations en cours. Dans ce contexte particulier, l'ANTAI s'est attachée à poursuivre sa démarche de qualité budgétaire et financière engagée en 2019 dans la perspective d'une certification volontaire de ses comptes.

Le bilan de l'exécution financière

L'année 2020 a été marquée par :

- la crise sanitaire qui a fortement impacté l'activité opérationnelle de la production ;
- l'achèvement de la transition des marchés « CNT4 » vers les marchés « CNT5 » qui avait débuté à la mi-2019 ;
- la poursuite de la modernisation de l'architecture de la chaîne de traitement pour permettre l'accueil plus rapide de nouvelles fonctionnalités et l'adaptation réactive de la chaîne aux nouvelles réformes, comme la forfaitisation des délits pour usage illicite de stupéfiants, et à la crise sanitaire pour intégrer rapidement les nouvelles infractions dans la chaîne PVe.

Les dépenses de l'ANTAI se sont élevées en 2020 à 89,7 M€ et les ressources à 104,5 M€, dégagant un solde budgétaire excédentaire de 14,8 M€, en raison de l'impact de la crise sanitaire sur l'activité de l'Agence.

Les dépenses exécutées sont en baisse par rapport à 2019 compte tenu principalement de la diminution de l'activité en raison de la crise sanitaire.



Les six grandes catégories de dépenses

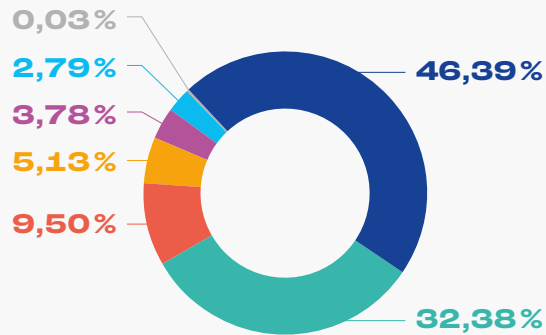
Les dépenses de fonctionnement et d'intervention représentent le premier poste de dépenses (84 %) de l'Agence correspondant pour l'essentiel aux dépenses d'éditique, d'exploitation informatique et de support (gestion du CNT et dépenses courantes de l'Agence) : 75,6 M€.

Les dépenses d'investissement (11 %) concernent principalement les différentes évolutions ou demandes de travaux réalisés dans le cadre des projets relatifs à la modernisation de la chaîne de traitement et des projets spécifiques comme la forfaitisation des délits ainsi que des développements permettant l'intégration des nouvelles infractions liées au non-respect des mesures de confinement et des autres règles sanitaires : 10 M€.

Les dépenses de personnel (5 %) sont stables par rapport à 2019 en raison notamment de difficultés à recruter sur des emplois d'expertise : 4,1 M€.

Par ailleurs, l'Agence a également développé le suivi de ses immobilisations dans la perspective d'une certification volontaire de ses comptes dont la mise en œuvre a été retardée en raison de l'impact de la crise sanitaire.

RÉPARTITION DES DÉPENSES
PAR DESTINATION
ANTAI EXÉCUTION 2020



Éditique
41,6 M€



Gestion bâtiment CNT
4,6 M€



Exploitation informatique
29,0 M€



Centre d'appels
3,4 M€



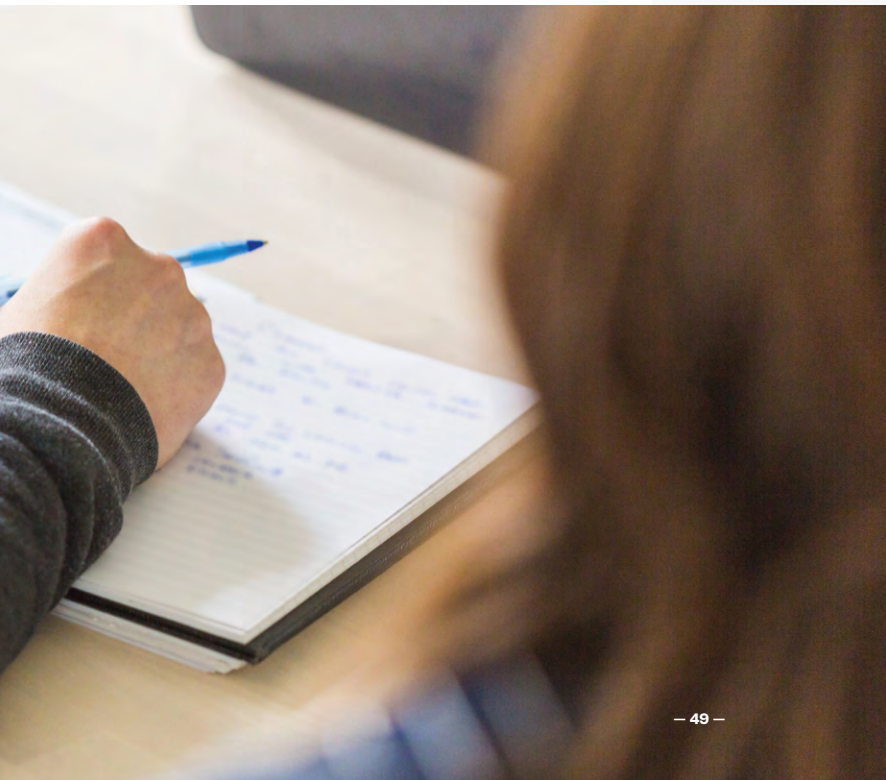
Pilotage
8,5 M€



Équipements PVe
2,5 M€



Forfait de Post-Stationnement
0,3 M€



La concrétisation des projets immobiliers de l'Agence

2020 a été l'occasion pour l'Agence de mener à bien deux projets immobiliers inscrits au cœur de sa nouvelle stratégie immobilière : le déménagement de sa structure parisienne à proximité de la tutelle, des administrations centrales partenaires et de la gare Montparnasse, et parallèlement, l'acquisition du site principal du Centre National de Traitement de Rennes, une étape clé pour garantir la pérennité du site dans des conditions financières optimisées.



4

grandes orientations
pour la stratégie
immobilière de l'Agence
2018-2022

Une stratégie immobilière adaptée aux spécificités métiers de l'Agence et à ses nouveaux projets

La stratégie immobilière de l'Agence pour la période 2018-2022 est construite autour de quatre principales orientations :

- le maintien d'une double implantation avec un centre de production à Rennes et la structure de pilotage à Paris ;
- le déménagement de la structure de pilotage à Paris, à proximité de la gare Montparnasse, de la tutelle et des administrations partenaires ;

- la remise à plat des conditions d'occupation du Centre National de Traitement à Rennes avec l'accueil de nouvelles structures, la renégociation des baux et l'acquisition du site ;
- la consolidation des engagements environnementaux sur le site de Rennes.

Cette stratégie immobilière répond à un double impératif. D'une part, il s'agit de prendre en compte les spécificités métiers de l'Agence : volume de traitement en masse nécessitant des infrastructures de type tertiaire et industriel, gestion immobilière sur site impérative pour garantir la continuité de service, proximité indispensable avec la tutelle et les administrations centrales partenaires, pilotage de plusieurs chaînes de traitement impliquant de nombreux partenaires publics et prestataires privés, caractère pénal des données traitées, exigeant un site sécurisé.

D'autre part, il convient d'intégrer pleinement les nouveaux besoins de l'Agence, en matière de modernisation du Système d'Information, de déploiement des nouveaux services rendus à l'utilisateur et des projets d'innovation.





Le déménagement de la structure de pilotage de l'Agence

Compte tenu des travaux de rénovation architecturale et énergétique de la Tour Montparnasse, l'ANTAI s'est mise à la recherche de nouveaux locaux pour son implantation parisienne. C'est dans le 14^e arrondissement que l'ANTAI s'est finalement installée, proche des transports et des différentes administrations centrales partenaires de l'Agence.

Ces nouveaux locaux bénéficient d'un accès entièrement sécurisé et d'une desserte idéale qui garantit la liaison rapide via la gare SNCF de Montparnasse avec le site de production de Rennes, dont dépendent la performance et le bon fonctionnement de l'Agence.



**Plus de
400**

personnes sur site
en période normale
d'activité

L'acquisition du CNT par l'Agence

L'acquisition des locaux du CNT permet à l'Agence de déployer son savoir-faire et ses nouveaux traitements dans le cadre d'une implantation pérenne regroupant tous les acteurs du traitement automatisé sur un lieu unique et sécurisé.

Situé dans un bassin d'emplois adapté et dans un lieu très bien desservi par les transports en commun, cet ensemble, livré en 2009 pour les besoins spécifiques de l'ANTAI, est réparti sur cinq bâtiments qui abritent des infrastructures de type tertiaire et industriel (ateliers d'impression en masse, d'ouverture et de dématérialisation des plis, locaux techniques, cuisine...) et regroupe l'ensemble des partenaires publics et des prestataires privés impliqués dans le traitement automatisé (plus de 400 personnes sur site en période normale d'activité).

Les locaux du CNT sont modulaires et font régulièrement l'objet d'aménagements en fonction des modifications d'occupation par les partenaires de l'ANTAI en volume ou des modalités d'organisation de travail. Ils répondent aux nouveaux besoins de l'Agence et accueilleront dans les mois à venir un espace dédié au traitement et à la valorisation des données.

Cet achat, conforme aux orientations immobilières stratégiques de l'Agence, est le fruit d'une réflexion cohérente menée avec la tutelle et les acteurs locaux de la politique immobilière de l'État, combinée avec une opportunité budgétaire certaine.

Ainsi, le rachat du site constitue une solution économique particulièrement avantageuse pour l'État dans le cadre d'une implantation pérenne.



-45 %
de consommation
énergétique sur 4 ans

Les négociations avec les propriétaires ont permis d'aboutir à l'été 2020 à un accord sur un processus d'achat en deux étapes, rythmé par la signature de la promesse de vente le 16 décembre 2020 puis la réalisation de la vente le 31 mars 2021.

Par ailleurs, plusieurs actions d'optimisation énergétique conduites par l'ANTAI ont permis de réduire très significativement les consommations énergétiques en quatre ans.

La principale source d'économie réside dans la diminution significative du nombre des serveurs informatiques – principaux consommateurs d'énergie –, grâce à la virtualisation des infrastructures. Celle-ci a permis de réduire de 45 % les consommations énergétiques sur la période.



Accompagner les besoins en ressources et les transformations professionnelles dans un contexte de crise sanitaire

Des effectifs stabilisés et une adaptation de l'organisation du travail

Dans un contexte sanitaire dégradé rendant plus complexes les recrutements envisagés, une attention particulière a été portée aux conditions de travail des équipes de l'ANTAI, afin de permettre à chaque agent de continuer à exercer ses missions dans des conditions qui protègent chacun.



47

agents en ETPT au
31 décembre 2020

Une stabilisation des effectifs réels

Pour faire face à l'accroissement de l'activité de l'Agence et à l'extension de ses missions, six créations de postes ont été autorisées conformément à la loi de finances initiale 2020, portant le plafond d'emplois de 41 ETPT à 47 ETPT.

Depuis le budget initial 2018, l'ANTAI bénéficie par ailleurs d'emplois supplémentaires hors plafond d'emplois dont le financement est assuré par des recettes propres provenant principalement du processus de refacturation auprès des collectivités locales dans le cadre de la décentralisation du stationnement payant.

En 2020, les emplois hors plafond sont passés de 6 ETPT à 8 ETPT afin de permettre à l'Agence de recruter deux apprentis et de s'inscrire ainsi dans les objectifs gouvernementaux en matière de développement de l'apprentissage.

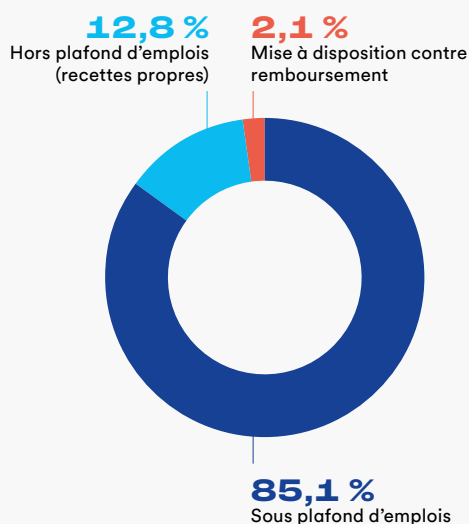
L'effectif réel de l'ANTAI était de 47 agents au 31 décembre 2020 (40 agents sous plafond d'emplois, 6 agents hors plafond et 1 agent mis à disposition contre remboursement), stable par rapport à 2019.

Malgré une hausse des entrées par rapport à 2019, l'année 2020 s'est caractérisée par un nombre élevé de départs non anticipés (démissions, réussite à un concours) et la difficulté à recruter des emplois d'expertise en particulier dans un contexte de crise sanitaire.

Indicateurs

Répartition des emplois en 2020

RÉPARTITION PAR EMPLOI



RÉPARTITION PAR STATUT



FONCTIONNAIRES

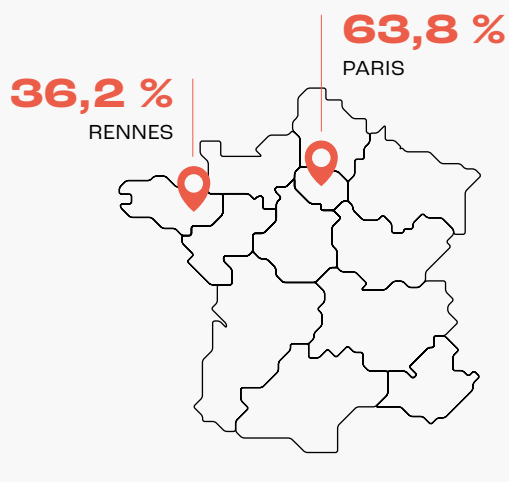
27,7 %



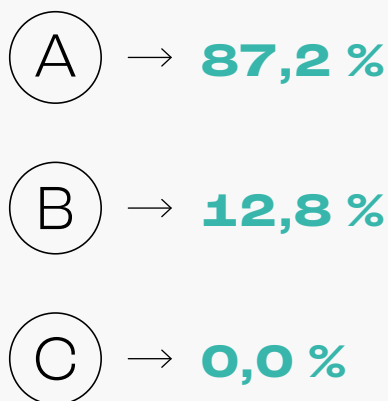
AGENTS CONTRACTUELS

72,3 %

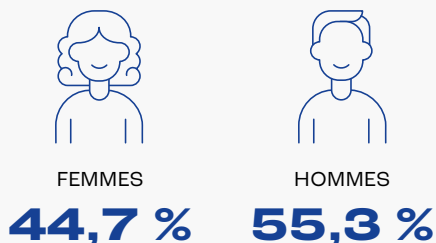
RÉPARTITION PAR SITE



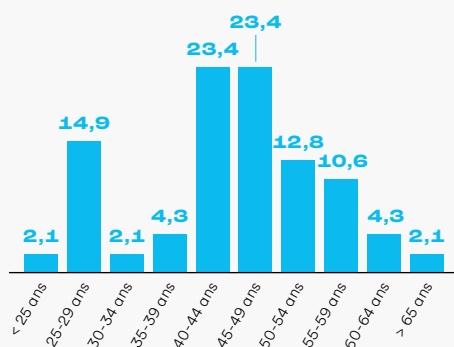
RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'AGENTS



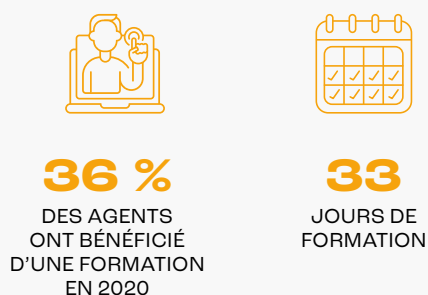
RÉPARTITION FEMMES/HOMMES



RÉPARTITION PAR ÂGE



DONNÉES RELATIVES À LA FORMATION*



Une mobilisation sans faille des équipes dans un contexte d'état d'urgence sanitaire

Le contexte sanitaire dégradé avec un premier confinement du 17 mars au 10 mai 2020, puis un deuxième du 30 octobre au 14 décembre 2020, a profondément modifié l'organisation du travail de l'Agence.

Ainsi, pour garantir la sécurité des agents tout en permettant la continuité de ses activités, l'Agence a dû procéder rapidement à une adaptation des locaux aux exigences du respect des mesures sanitaires et des méthodes de travail dans le respect des mesures réglementaires :

- **réorganisation spatiale des locaux** pour favoriser la distanciation (occupation unique des bureaux ou à effectifs limités pour les grands bureaux et *open space*, affichage renforcé) ;
- **limitation des déplacements** (notamment entre Paris et Rennes) ;
- **recours au télétravail et déploiement d'outils adaptés** (accès à distance à la messagerie, ordinateurs portables configurés pour le travail à distance...) ;
- **recours à la visioconférence et à l'audioconférence.**

Cette attention renforcée apportée sur les ressources humaines s'est également traduite par la diffusion régulière de messages d'information aux agents et la tenue périodique d'échanges avec les représentants du personnel.

* Les formations en présentiel ont été pour la plupart annulées.

La gestion de crise au Centre National de Traitement

À aucun moment de la crise, l'ANTAI n'a cessé ses activités essentielles sur le site du Centre National de Traitement de Rennes. Pour continuer à assurer ses missions dans des conditions adaptées à l'évolution du contexte épidémique, l'Agence a mis en place un protocole sanitaire évolutif lui permettant de garantir la continuité de ses missions d'intérêt général puis la reprise de son activité sans nuire à la sécurité sanitaire et à la qualité de vie des occupants.

L'établissement d'un dispositif exceptionnel adapté aux nouveaux besoins de gestion de crise

En lien avec l'ensemble des acteurs publics et privés du CNT travaillant à ses côtés, l'Agence a déployé, dans l'urgence, un dispositif de gestion de crise. Sa gouvernance spécifique s'est articulée autour de plusieurs instances :

- **un comité de pilotage « COVID » hebdomadaire**, organisé en audioconférence, avec la communauté des acteurs publics CNT, le comité de direction de l'ANTAI, la tutelle et les représentants du personnel de l'Agence ;
- **des réunions quotidiennes** pilotées par la direction technique suivies d'un comité de direction élargi ;
- **des réunions hebdomadaires** avec les délégués du personnel pendant le premier confinement ;
- **de nombreuses réunions bilatérales et multilatérales** avec les prestataires de l'Agence ;
- **un référent COVID et deux délégués désignés**, pour le site parisien et le CNT à Rennes.

Ce dispositif a permis, grâce à l'implication de chacun, le maintien des fonctions essentielles de l'Agence en appui au traitement de la crise sanitaire.

Tout cela en prenant en compte les contraintes humaines et matérielles affectant le fonctionnement de ses prestataires, les évolutions du cadre juridique liées à la crise ainsi que la préservation des droits des usagers notamment en lien avec le retard pris dans la réception et le traitement des courriers papier.

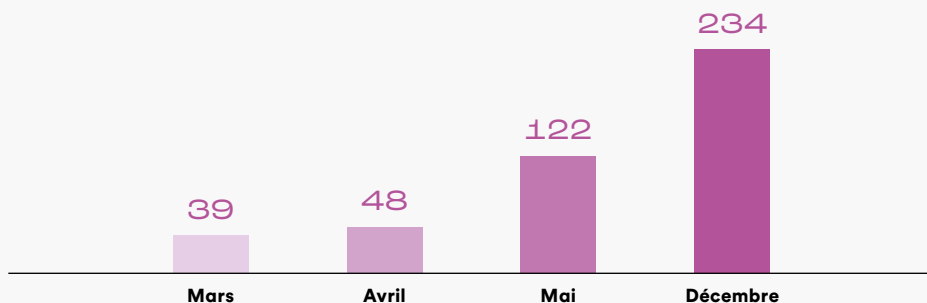
Des déplacements et une présence sur site réduits aux missions strictement nécessaires

Dès le premier confinement, l'Agence a adapté les modalités de son organisation et les conditions d'exercice de son activité afin d'être en mesure d'accueillir, dans des conditions respectueuses des contraintes sanitaires, les personnels dont la mission imposait d'être présent sur le site de traitement.

Ainsi, le nombre d'agents et de salariés sur les deux sites a été réduit jusqu'à 39 personnes en moyenne au mois de mars 2020 et les agents et employés pouvant exercer leurs missions à distance ont été invités à rester en télétravail sous la responsabilité de leurs employeurs respectifs.



EFFECTIFS PROGRESSIVEMENT RÉINTRODUITS SUR SITE EN 2020

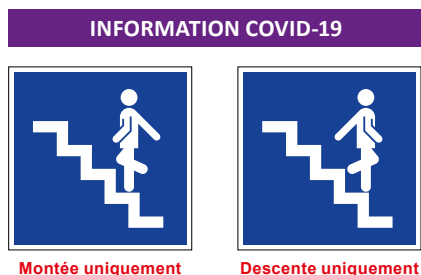


Sur le site, un dispositif de permanence associant les agents de l'ANTAI et ses prestataires a été mis en place afin d'assurer la relation avec les occupants du CNT dont la mission justifiait qu'ils demeurent sur place, pour préserver la sécurité, la continuité d'activité et le maintien en condition du site (maintenance, sécurité). Les visites extérieures au CNT ont été suspendues jusqu'à nouvel ordre.

Post-confinement, un retour progressif sur site a été établi, tout en encourageant la pratique du télétravail, avec un suivi quotidien des effectifs pour toutes les entités. Les effectifs ont ainsi progressivement augmenté avec en moyenne 48 personnes en avril 2020 et 122 personnes en mai 2020, pour atteindre en moyenne 234 personnes sur site en décembre 2020.

Un protocole sanitaire décliné pour chaque activité et service du site de traitement

Face à la crise sanitaire, de nombreuses mesures ont été mises en place afin de protéger et de limiter les contacts au sein du CNT. Ces consignes ont été assouplies ou renforcées en fonction de l'évolution de la situation sanitaire.



Des communications (affichages, etc.) vers la communauté des occupants du CNT ont permis de compléter le dispositif et de rappeler les consignes essentielles à respecter tout au long de la période.

Les espaces communs (restauration collective, salles de réunion, gymnase, tisaneries), lieux de brassage naturel de population, ont fait l'objet d'une attention particulière afin de satisfaire une exigence binaire : à savoir, garantir la sécurité sanitaire du personnel et des occupants du site, et, ne pas nuire à la qualité de vie au travail.

Un certain nombre de ces espaces communs (gymnases, salles de réunion, restaurant) ont été fermés, au moins provisoirement.

Pour les lieux dont il a été décidé la réouverture après le premier confinement (restaurant, salles de réunion, tisaneries), la reprise de leur fréquentation s'est effectuée de manière progressive avec des règles d'occupation et d'usage durcies : jauges réduites, désinfection renforcée des surfaces et notamment des points de contact (poignées de porte, dispositifs biométriques, sanitaires, rampes, etc.), et mise à disposition de matériel de désinfection supplémentaire notamment de distributeurs de gel hydro-alcoolique sur le site (déjà très largement implantés avant la crise sanitaire, à chaque porte d'entrée dans une zone), port du masque obligatoire, mise en place de circuits de circulation à sens unique, suppression du libre-service, etc.

La reprise progressive et rapide de la totalité de l'appareil de production

La perspective du déconfinement a permis de reprendre certaines activités – réception des courriers non distribués, vidéo codage avec analyse humaine, gestion des stocks de courriers accumulés pendant la crise par les officiers du ministère public.

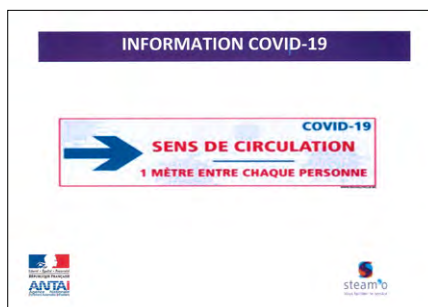
En matière de flux, les chaînes de traitement du Contrôle Automatisé et du PVe hors sécurité routière ont été rétablies dès le 25 mai après quelques opérations techniques complexes, et le traitement AFD a été rouvert dès le 18 mai. Le dernier produit remis en activité a été le traitement des titres de Forfaits de Post-Stationnement dont les impressions ont repris courant juillet. Pendant l'été, le travail mené a permis de reprendre l'essentiel des stocks accumulés.

Dès le premier déconfinement, l'ANTAI a, par ailleurs, repris les développements sur les nouveaux produits non liés à la crise COVID, en particulier la forfaitisation du délit d'usage de stupéfiants et la mise en place du Datalab.

Une situation sanitaire maîtrisée

L'ensemble des efforts engagés se sont révélés payants. Depuis le début de la crise, la remontée systémique vers l'ANTAI des suspicions de cas, des cas contacts et cas avérés par la communauté des occupants et usagers du site a permis d'éviter la création de clusters et l'existence de chaînes de contamination.

Ainsi, seuls 29 cas contacts dont 24 en 2020 et 8 cas avérés dont 7 en 2020 ont été détectés, et placés immédiatement à l'isolement selon les recommandations des autorités de santé.



Annexe

NOMBRE D'AVIS DE CONTRAVENTION ENVOYÉS
VERS LES PAYS ÉTRANGERS AU TITRE DU CONTRÔLE AUTOMATISÉ

PAYS	NOMBRE D'AVIS DE CONTRAVENTION (en pays de résidence du dernier contrevenant, en date d'envoi du dernier ACO du dossier)		
	2019	2020	VARIATION
UE - Pays partenaires (19)			
BELGIQUE (juin 2012 - pas de reprise)	294 012	245 856	- 16,4 %
PAYS-BAS (février 2014 - reprise depuis septembre 2013)	205 223	139 977	- 31,8 %
ALLEMAGNE (février 2014 - reprise depuis novembre 2013)	246 767	170 271	- 31,0 %
ESPAGNE (février 2015 - reprise depuis août 2014)	254 815	219 704	- 13,8 %
POLOGNE (août 2015 - reprise depuis janvier 2015)	95 121	127 246	+ 33,8 %
ROUMANIE (novembre 2015 - reprise depuis juillet 2015)	109 791	160 630	+ 46,3 %
LUXEMBOURG (janvier 2016 - reprise depuis juillet 2015)	49 026	42 536	- 13,2 %
ITALIE (janvier 2016 - reprise depuis juillet 2015)	192 984	143 461	- 25,7 %
AUTRICHE (décembre 2016 - reprise depuis juin 2016)	10 346	6 427	- 37,9 %
HONGRIE (avril 2017 - reprise depuis septembre 2016)	8 676	9 368	+ 8,0 %
SLOVAQUIE (avril 2017 - reprise depuis septembre 2016)	6 931	7 735	+ 11,6 %
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE (juillet 2017 - reprise depuis janvier 2017)	20 835	16 462	- 21,0 %
PORTUGAL (janvier 2018 - reprise depuis juin 2017)	69 911	78 398	+ 12,1 %
LITUANIE (juillet 2018 - reprise depuis janvier 2018)	23 153	28 154	+ 21,6 %
LETTONIE (juillet 2018 - reprise depuis janvier 2018)	3 480	2 608	- 25,1 %
ESTONIE (juillet 2018 - reprise depuis janvier 2018)	1 453	1 267	- 12,8 %
ROYAUME-UNI (janvier 2019 - reprise depuis août 2018)	442 617	210 474	- 52,4 %
SUÈDE (juillet 2019 - reprise depuis décembre 2018)	10 499	4 414	- 58,0 %
IRLANDE (février 2020 - reprise depuis août 2019)	3 129	3 070	N.S.
TOTAL UE - Pays partenaires	2 048 769	1 618 058	- 21,0 %
UE - Pays non partenaires (8)			
DANEMARK (partenariat en cours - pas de démarrage technique en 2020)	2 943	1 498	- 49,1 %
BULGARIE	5 120	8 005	+ 56,3 %
FINLANDE	1 113	446	- 59,9 %
GRÈCE	1 483	1 899	+ 28,1 %
MALTE	323	200	- 38,1 %
CROATIE	431	431	0,0 %
SLOVÉNIE	875	973	+ 11,2 %
CHYPRE	144	140	- 2,8 %
TOTAL UE - Pays non partenaires	12 432	13 592	+ 9,3 %
Pays hors UE			
SUISSE - Pays partenaire (accord du 9 octobre 2007)	181 027	114 058	- 37,0 %
MONACO	428	378	- 11,7 %
ANDORRE	577	556	- 3,6 %
AUTRES PAYS	189 173	161 284	- 14,7 %
TOTAL HORS UE	371 205	276 276	- 25,6 %
TOTAL PAYS PARTENAIRES	2 229 796	1 732 116	- 22,3 %
TOTAL PAYS NON PARTENAIRES	202 610	175 810	- 13,2 %
TOTAL PAYS ÉTRANGERS	2 432 406	1 907 926	- 21,6 %
TOTAL FRANCE	10 013 408	11 160 753	+ 11,5 %
TOTAL FRANCE + PAYS ÉTRANGERS	12 445 814	13 068 679	+ 5,0 %
PART (Pays étrangers) / (Total France + Pays étrangers)	19,5 %	14,6 %	- 4,9 pts

» Concernant les ACO envoyés vers les pays partenaires, il s'agit d'ACO envoyés suite à une interrogation EUCARIS ou suite à une désignation par un loueur, une société ou un particulier.

» Concernant les ACO envoyés vers des pays non partenaires, il ne s'agit que d'ACO envoyés suite à une désignation par un loueur, une société ou un particulier.

Glossaire

ACO

Avis de Contravention

AFD

Amende Forfaitaire
Délictuelle

AFM

Amende Forfaitaire Majorée

ANTAI

Agence Nationale de
Traitement Automatisé
des Infractions

ANTS

Agence Nationale des Titres
Sécurisés

CA

Contrôle Automatisé

CACIR

Centre Automatisé de
Constatation des Infractions
Routières

CNT

Centre National de
Traitement

CRC

Centre de Ressources
et de Contacts

DATALAB

Plateforme de valorisation
de la donnée ANTAI

DCA

Département du Contrôle
Automatisé

DGFIP

Direction Générale
des Finances Publiques

DGGN

Direction Générale de
la Gendarmerie Nationale

DGPN

Direction Générale de
la Police Nationale

DIF

Dossier d'Infraction

DINP

Direction de l'Innovation
et des Nouveaux Projets

DINUM

Direction Interministérielle
du Numérique

DNUM

Direction du Numérique
du ministère de l'Intérieur

DSJ

Direction des Services
Judiciaires

DSR

Délégation à la Sécurité
Routière

e-ACO

Avis de Contravention
électronique

e-CODEX

Cross-border e-Justice
in Europe

ETPT

Équivalent Temps Plein
Travaillé

ETT

Équipement de Terrain
Tourelle

ETU

Équipement de Terrain
Urbain

EUCARIS

European car and driving
license information system

FPS

Forfait de Post-
Stationnement

LOM

Loi d'Orientation
des Mobilités

MAPTAM

Loi de Modernisation
de l'Action Publique
Territoriale et d'Affirmation
des Métropoles

MIF

Message d'Infraction

NATINF

Nature d'Infraction

NEO

Nouvel Équipement
Opérationnel

OMP

Officier du Ministère Public

PVe

Procès-Verbal électronique

RRPIE

Responsable Régional
de la Politique immobilière
de l'État

SI

Système d'Information

ZFEm

Zones à Faibles Émissions
mobilité

Rédaction

ANTAI

Conseil éditorial

AndJOY

**Direction artistique
et réalisation**

BA-BA (www.ba-ba.fr)

Accessibilité numérique

Ideance / Sébastien Delorme

Crédits photographiques

ANTAI, Shutterstock, Burst,
Unsplash

Illustrations

Vecteezy

Imprimé par HandiPRINT
en septembre 2021 sur papier
couché 100 % recyclé.
HandiPRINT est une entreprise
adaptée créée en 2010, qui
emploie durablement près de
140 collaborateurs, dont 120
en situation de handicap.

Retrouvez-nous sur

www.antai.gouv.fr



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ANTAI
Agence Nationale
Traitement Automatisé Infractions